

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

SEPTEMBRE 1977

sommaire

Parisien Libéré, "victoire"...
 du chômage.....p.2
 Nucléaire et armement.....p.3
 Allemagne : avant la tempête.....p.3
 Le régionalisme contre
 la classe ouvrière.....p.4
 Algérie-Maroc : les grèves.....p.5
 Chine : le retour de Teng.....p.6
 Pérou : les grèves face aux
 syndicats.....p.6
 Sacco et Vanzetti.....p.6

mensuel n° 41

2 ff 20fb/15fs/50cts.can.

CHOMEURS : AVEC LES SYNDICATS SUR LE SABLE AUJOURD'HUI, SUR LA PAILLE DEMAIN

"Sous les pavés, la plage!" était un des slogans figuratifs de la pseudo-"radicalité" des éléments qui, en mai 68, rêvaient de "révolutionner la vie quotidienne". Voilà une utopie que les syndicats se sont chargés de transformer en réalité. A leur manière.

Ainsi, la CGT transporte-t-elle 600 chômeurs jetés sur le pavé, pour quelques heures... au bord de la mer.

On pose pour les photographes tandis que Séguy s'extasie devant les journalistes : "Regardez leurs visages, ils sont heureux", on se trempe Us pieds, on est invité à un "vin d'honneur" par une municipalité d'Union de la Gauche avant de se replonger dans les affres du quotidien : la 'survie à assurer au jour le jour, l'angoisse face à des lendemains incertains, l'atomisation, la détresse... Oui, mais "pour 24 heures, tout est oublié". (La Vie Ouvrière). Mais la CGT n'est pas le Club Méditerranée et elle prétend être un peu plus qu'un patronage paroissial. C'est ainsi que l'on apprend avoir participé en fait à une "journée d'action" contre le chômage. Ceci n'est pas nouveau. La CGT nous a longuement habitués à sa "stratégie de luttes" émaillée de "rallies"... contre la vie chère ou de "fêtes"... de la "solidarité" lors de certaines grèves.

Certes, cela s'intègre bien dans une "stratégie d'ensemble", à l'oeuvre dans les usines comme sur Us plages, celle d'une entreprise publique permanente d'encadrement et de démobilitation de la classe, au travail ou au chômage.

Le but de ces initiatives? Proposer le marché suivant: "ouvriers, chômeurs, aujourd'hui on vous emmène à la mer. Confiez nous vos luttes. Là aussi, on se charge de tout, et demain, vous revivrez ce rêve". Le PC comme la CGT peuvent bien s'auto-féliciter des "succès" de Uurs spectacles tapageurs : alors que Us usines licencient, que les prix montent et que les salaires réels diminuent, ils réussissent encore à faire passer la pilule tandis qu'ils déplorent le manque de coopération du gouvernement actuel pour ce genre d'opération : "Si le gouvernement acceptait de U prendre en charge (financièrement), nous serions tout à fait disposés à assurer V'organisation pratique", écrit Séguy à Barre. Comment en douter?

C'est dans toutes les illusions qui subsistent sur la gauche qu'ils alimentent leur force d'encadrement. Mais la réalité de demain sera l'inverse de cet "avenir meilleur" dont ils parlent actuellement. Le chômage n'est pas un fait passager, ni particulier. La crise n'est pas une question de gestion gouvernementale. La situation demain sera pire qu'aujourd'hui partout dans le monde. Et ce que la gauche et les syndicats ne cessent de préparer, à travers les mesures de capitalisme d'Etat qu'ils préconisent, c'est l'application d'un programme d'austérité qui appellera les ouvriers aux "vertus du sacrifice pour l'intérêt national". Comme aujourd'hui au Portugal, en Italie ou en Grande-Bretagne, son programme sera de gérer une misère généralisée. Sous l'aspect "grand guignol" d'une "action" qui permet de présenter à la une de "l'Humanité" une baignade comme une "journée de lutte", se profile la féroce réalité de demain, perspective de la gauche : l'organisation totalitaire de la vie sociale, l'encadrement permanent de la misère qu'on se propose de répartir "équitablement" dans une société de pénurie.

Ces organisations, fortes de la faiblesse du prolétariat, s'en tiennent pour l'heure à travers leurs "actions" à tisser Uurs réseaux de mystifications et à étaler leur mépris envers la classe ouvrière, considérée comme une masse amorphe et atomisée que l'on manipule à volonté. D'ici peu, c'est à la claire démonstration pratique de ce qu'elles sont en réalité : les gardes-chiourme du capitalisme en crise, que la classe ouvrière devra s'affronter.

P.S. P.C.

UNE POLEMIQUE ENTRE BOURGEOIS CONTRE LES OUVRIERS

• L'ensemble de la situation du capitalisme mondial au sein de laquelle s'articulent et s'intègrent les différentes situations nationales montre qu'à l'évidence, celui-ci entre dans une période d'échéances.

Echéances économiques, politiques et sociales.

La fuite en avant, tant dans leur contenu que dans leurs résultats, qu'a constitué jusqu'à maintenant l'ensemble des politiques et plans économiques de la bourgeoisie ne peut plus contenir l'effondrement du capitalisme mondial.

En dégagant cette réalité de l'évolution de la situation internationale, notre presse a essayé de montrer que face à des contradictions insurmontables, la seule perspective pour le capitalisme mondial était la guerre impérialiste généralisée, perspective dans laquelle il s'engage dès maintenant par la mise en place d'une économie de guerre.

Or, ce nouveau pas qualitatif dans la crise économique et l'orientation qui en résulte ne se franchit pas sans un ébranlement profond des structures politiques de la bourgeoisie qui doit s'adapter et se faire l'agent de cette réalité.

Une telle adaptation, de par le caractère non-homogène de cette classe, expression de la non-homogénéité du système sur lequel elle appuie sa domination, ne peut se réaliser qu'au travers d'une crise profonde.

Crise politique, entre les différentes fractions de la bourgeoisie, et au sein même de chaque fraction.

la crise politique de la bourgeoisie

Soyons sur que c'est sans appétit que nous mettons le nez dans la crise politique et en l'occurrence dans ce bourbier que constitue la polémique au sein

de la Bourgeoisie de gauche, autour de l'actualisation du "Programme Commun".

La dénonciation des véritables enjeux est notre but.

Cette nécessité pour la classe ouvrière de comprendre ce qui se trouve réellement derrière les éclats dans un langage d'initiés ou de rats de parlement de ces "hommes politiques", est à considérer sous deux aspects qui forment un tout dans les affrontements de classe.

Quand l'effondrement de l'économie bourgeoise vient secouer et effriter l'appareil politique bourgeois, cela peut contribuer à préparer un terrain favorable pour la lutte du prolétariat, à la condition vitale que dans ces combats au sein de la bourgeoisie la classe ouvrière ne se laisse pas entraîner dans le soutien d'une des fractions de la bourgeoisie au nom de son soi-disant caractère "plus progressiste" ou d'une politique du "moindre mal".

C'est d'ailleurs ce qu'essaie de faire la bourgeoisie dès maintenant au travers de tout son battage électoraliste qui accompagne la montée de la gauche au pouvoir.

On comprend donc l'importance de l'analyse de la crise politique de la bourgeoisie où la dénonciation des véritables enjeux de l'affrontement cotoie l'analyse des forces en présence dans l'affrontement des classes.

L'analyse de l'actualité nécessite donc une connaissance approfondie des sources d'où jaillissent les crises politiques de la bourgeoisie.

Les problèmes principaux auxquels a à faire face la bourgeoisie dans la situation actuelle et qui n'iront qu'en se précisant et s'aggravant au cours de son développement sont: d'une part, la mise en place d'une économie de guerre à l'échelle d'un bloc de nations, et

(suite p. 2)

FRANCE

DE LA LESSIVE ECOLOGIQUE A LA CUISINE ELECTORALE

• La répression violente de la manifestation de Creys-Malville "contre le nucléaire", manifestation qui réunissait 50 000 personnes venues de tous les coins de France, mais aussi d'Allemagne, de Suisse, du Luxembourg et d'Italie, la condamnation de manifestants "écologistes" à des peines de prison relativement lourdes, sont venues donner une nouvelle impulsion à la contestation écologique et aux illusions quant au caractère subversif de ce type de mouvement.

Parmi ceux qui se font les agents de telles illusions, on trouve, outre les écologistes eux-mêmes, devenus pour l'occasion des experts en "subversion sociale":

- les plumitifs de la presse de "gâche" qui s'extasient sur "ce mouvement qui dratne de Malville au Larzac, de Flamanville à Naussac, des jeunes pour la plupart étudiants au côté des élus locaux, de marginaux, de gauchistes, de paysans, de non-violents, de pacifistes, de syndicalistes";

- les sociologues qui se perdent en analyses aussi pompeuses les unes que les autres sur "ce mouvement qui nous pose le choix d'un changement fondamental de société";

Mais on trouve également les gauchistes qui, anarchistes et LCR en tête, ont compris quel intérêt il y avait pour leur chapelle de venir recoler les "éléments en révolte contre la société", en prêchant, les uns l'idéal de la société écologique libertaire, qui nécessite la lutte syndicale, la lutte antifasciste, la lutte pour l'autogestion; les autres le "marxisme", devenu écologique pour l'occasion, du programme de transition, qui n'a rien à envier aux anarchistes en matière de contre-révolution.

Cependant, dès que l'on prend la peine de regarder ces "faits" non plus du point de vue des plumitifs et des 80-

(suite p. 2)

DE LA SOMALIE "SOCIALISTE" A L'ETHIOPIE "MARXISTE"

LA BARBARIE AU NOM DU SOCIALISME

• "L'OUA ne pouvait pas permettre qu'une guerre éclate entre deux pays frères". Malgré cette déclaration d'intention, l'OUA reconnaît "ne pas se faire d'illusion sur les chances d'un règlement rapide" dans le conflit qui oppose l'Ethiopie à la Somalie.

Ceci n'est que la traduction en fait de l'impuissance des pays africains devant les convulsions qui plongent le continent dans une barbarie de plus en plus sanglante.

Qu'est-ce qui a pu pousser ces deux pays "frères", des surcroît "socialistes" ou même "marxistes-léninistes" comme ils le prétendent, à se livrer une guerre sans merci pour une région quasi désertique? Où doit-on chercher l'enjeu d'un tel massacre? Les intérêts locaux sont-ils suffisants pour comprendre ces milliers de cadavres?

Quand on brosse un tableau de la situation locale, on ne peut que constater la profonde décomposition qui frappe actuellement l'empire éthiopien dont la stabilité était enviée dans toute l'Afrique il y a peu de temps (Addis-Abeba n'était-elle pas la capitale "naturelle" de l'OUA?). En effet, le Négus, malgré l'archaïsme politique, économique et social de son régime, avait réussi, contre vents et marées, à maintenir une certaine cohésion de ce pays si disparate et si désuni.

Mais voilà, la crise qui frappe le monde capitaliste n'épargne personne et encore moins les pays du tiers-monde. En Ethiopie, elle s'est présentée sous

la forme d'une famine dévastatrice en 1973 et a emporté l'anachronique Hallé Sélassié-

Après la chute du Négus, la venue au pouvoir de l'armée, la force la moins incohérente de la bourgeoisie locale, n'a pas empêché le pays de s'enfoncer de plus en plus dans le chaos. Souvenons nous des troubles en Erythrée au début 75, des émeutes d'Addis-Abeba et de la répression sanglante qui s'ensuivit: le DERG inaugurerait son avènement par des milliers de cadavres à Asmara comme dans la capitale. Depuis, la situation a continué de se dégrader, au point que le territoire est au bord de l'éclatement. Des fronts de libération se sont soulevés dans presque tout le pays, et notamment en Erythrée et dans l'Ogaden. Cette dernière région est actuellement l'enjeu du conflit qui oppose l'Ethiopie à la Somalie.

Pour le DERG, c'est une course contre la mort qui s'est engagée, car si à court terme, c'est l'asphyxie économique qui menace le pays par l'impossibilité d'accès à la façade maritime en Erythrée et par l'arrêt du transit ferroviaire entre Addis-Abeba et Djibouti, à moyen terme c'est la dislocation de ce que fut cet "empire" plusieurs fois millénaire.

Mais ce ne sont pas la précipitation, l'improvisation avec laquelle 300 000 paysans ont été enrôlés, entraînés et puissamment armés par la clique au pouvoir qui résoudre les problèmes. En effet, malgré les fanfaronnades de Mengistu : "Nous écraserons par une ter-

reur rouge la terreur blanche des réactionnaires" (messieurs les bordiguistes y trouveront-ils leur jacobin?), la "terreur rouge" de 1977 ne vaut guère mieux que la "marche rouge" d'avril 76.

Le plus frappant dans cette confusion, c'est la disproportion entre les intérêts locaux en jeu et l'ampleur internationale qu'a pris cette guerre, ainsi que les moyens mis en oeuvre.

conflit inter-impérialiste ou lutte de libération nationale?

Des ponts aériens sont mis en place par l'URSS pour acheminer un armement massif en direction d'Addis-Abeba, tandis que les USA, par l'intermédiaire de leurs alliés régionaux et notamment l'Arabie Saoudite, ne sont pas en reste envers les différents fronts de libération et surtout la Somalie.

L'importance de ce conflit ne peut se comprendre que par l'intérêt que portent les grandes puissances à cette région charnière du globe surtout dans cette période d'approfondissement de la lutte inter-impérialiste.

Du point de vue géographique, la corne de l'Afrique se trouve dans une position stratégique de premier plan: carrefour entre le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Océan Indien, il est compréhensible que l'impérialisme soviétique, qui a opéré d'importants reculs ces dernières années, au profit de l'impérialisme US, tente, dans cette région, de renverser la vapeur.

(suite p. 5)

«VICTOIRE»... DU CHOMAGE

•Après 29 mois de rebondissements, de parades publicitaires sur la France, de rodéos nocturnes, de simulacres de solidarité, le "happy end" du scénario de "l'exemplaire conflit du Parisien Libéré" a été célébré dans la liesse générale. Tout le monde en a eu pour son compte : gouvernement, patronat, syndicats, tous se félicitent de l'issue heureuse de ce "conflit social modèle" mené dans la dignité et la négociation.

"Un compromis sans vainqueur ni vaincu", se pâme le ministre du travail, vantant les mérites de l'arbitre impartial qu'est "l'Etat démocratique" : dans le tableau idyllique qu'il dépeint, la crise mortelle du capitalisme qui contraint toutes les entreprises à accroître leur compétitivité en licenciant et en augmentant la productivité, phénomène dont l'archaïque imprimerie française subit plus que d'autres les effets, devient une marche triomphante vers le progrès pour le plus grand bonheur de tous. Les licenciements amortis par une misérable indemnité de l'Etat deviennent "une transition nécessaire permise par la législation avancée et la solidarité nationale" (les impôts). De même, le PDG s'enthousiasme sur le fait "qu'il y a à les bases d'une économie plus saine qui doit diminuer les effets, aujourd'hui comme demain, de la crise de la presse", heureux qu'il est d'avoir obtenu le licenciement des 4/5 de son personnel.

Les syndicats, eux, vont encore plus loin. Pour eux, il y a un vainqueur, et ce serait la classe ouvrière. Que la CGT n'ait pas voulu perdre la face dans un des secteurs où elle est le plus solidement implantée n'étonne pas. Et dans un sens, elle y a réussi. Elle a montré qu'elle encadrerait solidement les travailleurs de la presse : Non seulement elle les a fait ballader pendant 29 mois en les menant de négociations en négociations, en les cantonnant dans leurs revendications catégorielles, le tout sur le dos de l'ensemble des travailleurs de la presse parisienne, qui ont versé pendant ces 29 mois 10% de leur salaire, et dans le calme, mais encore elle peut se permettre de présenter le résultat obtenu comme une "victoire d'une portée exceptionnelle" : 1/5 des travailleurs réembauchés, 1/5 qui a obtenu l'avantage de ne

pas s'appeler chômeurs mais "travailleurs quittant volontairement le métier", les autres mis à la retraite anticipée ou déplacés, voilà pour la CGT ce qui devient "une entière satisfaction des revendications". Plus encore, elle voudrait faire croire à une victoire concernant l'ensemble de la classe ouvrière, lui permettant d'espérer demain la satisfaction de nouvelles revendications : "Les travailleurs du parisien libéré ont gagné. Ils l'ont bien mérité, et c'est une victoire pour eux, mais aussi pour tous les travailleurs" (Krasucki). Le même jour, on annonçait 900 licenciements dans une autre imprimerie parisienne. Tous les jours, le secteur de l'imprimerie, comme tous les autres, licencié à tour de bras. Au-delà de leurs divergences, ce qui enthousiasme tous les participants de cette négociation, c'est d'avoir réussi l'exploit de présenter cette sombre histoire désormais Classique d'une entreprise qui licencie comme une victoire pour les vaincus.

Sous la plume du sous-directeur du Monde, on trouve en clair ce vers quoi tendent tous les rouages du capitalisme, du gouvernement aux syndicats : "Institués par l'expérience, les ouvriers de la presse parisienne comprendront mieux la vanité de longs conflits meurtriers". C'est en effet le résultat premier de manoeuvres du genre de la grève du Parisien Libéré. De telles grèves, entraînés en longueur et isolés avec la participation enthousiaste des syndicats et des gauchistes, où la solidarité devient une parodie publicitaire, ne peuvent aboutir qu'à une démolition progressive de secteurs de la classe ouvrière. Ce que la classe ouvrière doit en tirer comme leçon, ce n'est pas la peur de "longs conflits meurtriers", mais la constatation des "améliorations" que peut donner le capitalisme en crise, le refus de rester morcollée face à une crise qui frappe l'ensemble du capitalisme, le refus de se laisser mener de clowneries en négociations, et la nécessité de voir en face ce que préparent toutes ces simagrées : une crise renforcée, un chômage accru, normalisé par la gauche, devant lesquels on essaiera de l'endormir avec des cirques du genre du conflit du Parisien.

D.T.

ciologues, dont la fonction est de faire accepter ce monde tel qu'il est en le commentant, non plus du point de vue sentimental qui sympathise avec tout ce qui lutte, mais du point de vue du prolétariat, qui est la négation vivante du capital, avec ou sans le nucléaire, avec ou sans Super-Phénix, ce à l'échelle mondiale, alors le caractère subversif du mouvement écologique s'en va une nouvelle fois en fumée.

De ce point de vue en effet, le fait de s'affronter à l'appareil d'Etat, celui d'être réprimé par celui-ci, le caractère international d'une manifestation, le fait de mettre en difficulté les fractions de gauche du capital, pris isolément ou mis ensemble, ne permettent pas de faire la preuve du caractère révolutionnaire d'un mouvement. Prendre de tels faits comme critères du caractère révolutionnaires d'un mouvement ne peut en effet que mener à considérer comme révolutionnaires :

-aussi bien les luttes prolétariennes que les luttes menées par les mouvements stalinien, fascistes, gauchistes, ou celles du CID-UNATI...
-aussi bien les manifestations internationales du prolétariat que celles organisées par les gauchistes à Berlin et à Milan par exemple, afin de soutenir sous la bannière de l'anti-impérialisme, l'impérialisme russe contre l'impérialisme américain.

-aussi bien les dénonciations faites par les révolutionnaires des fractions de gauche du capital que les dénonciations faites par les fractions de "droite" contre celles-ci.

Le point de vue de la classe ouvrière ne retient comme critère que celui-ci : est révolutionnaire ce qui contribue au développement de l'organisation et de la conscience du prolétariat comme classe autonome vis-à-vis des autres classes. Ce point de vue, le mouvement écologiste et la manifestation de Creys-Malville qui constitue, aux dires mêmes des écologistes, un symbole pour leur mouvement, prend un tout autre sens :

-regroupement de tous ceux qui, sans limite d'appartenance de classe, sont hostiles à un aspect particulier de la société capitaliste, et exigent de l'Etat une réforme du système, le mouvement écologiste ne peut tendre qu'à diluer la classe ouvrière dans "le peuple", à

lui faire abandonner sa lutte pour la destruction du capital au profit d'une lutte pour la réforme de celui-ci) -mouvement qui draine nécessairement, compte-tenu de son caractère interclassiste, toutes les variétés de l'idéologie bourgeoise, telles le pacifisme, le terrorisme, la non-violence, l'anti-militarisme gauchiste, le patriotisme new-look du régionalisme breton, occitan, catalan et autres peuples corses, et ne peut servir qu'à émousser la conscience de classe.

De ce point de vue enfin, il n'y a aucune surprise, après que le mouvement écologiste ait formé un large front commun des "démocrates", du PC aux anarchistes contre "l'anti-démocratie du gouvernement et de son préfet de l'Isère, de voir les porte-paroles de ce mouvement "souhaiter vivement que le paiement enquette sur le drame de Creys-Malville, que ce pays soit assez démocratique pour révoquer le préfet" (sic) (1), crier à la victoire du mouvement en ces termes : "Nous avons gagné la bataille de l'information, l'Etat voulait nous ignorer, il a perdu" (2) (être reconnu par l'Etat bourgeois, summum de la révolution?). Il n'est pas non plus étonnant de les entendre répondre à la chasse aux "voix vertes" des partis du capital en vue des prochaines élections législatives qui constituent, comme chacun le sait, le terrain par excellence de la subversion : "le mouvement écologiste va se donner les moyens d'intervenir en force dans ces élections. Nous mettrons tous les partis politiques en face de leurs responsabilités" (3); ou encore ainsi, s'adressant au PS : "Vous risquez, camarades, de ne pouvoir nous mobiliser, ce qui n'est pas, une menace mais une simple constatation d'évidence qui est très loin, contrairement à ce que l'on croit peut-être, de nous réjouir" (2). Après la lessive écologique, la cuisine électorale. Le terrain sur lequel se placent ceux qui se revendiquent du mouvement écologiste est clair : c'est celui de la "démocratie" bourgeoise, celui du respect de l'ordre capitaliste établi.

L.L.

Notes :

- (1) Brice Lalonde, "Les amis de la Terre"
- (2) Arthur, "La Gueule Ouverte"
- (3) Daniel Rouzier, membre de la coordination des comités Malville.

POLEMIQUE PC-PS

(suite de la p. 1)

d'autre part faire accepter à la classe ouvrière les sacrifices immenses que représente une économie de guerre.

Or, l'actuelle polémique qui secoue l'union de la gauche est principalement dominée par ces deux thèmes : d'un côté "la défense nationale" et de l'autre "les nationalisations et l'austérité".

Nous ne parlerons dans cet article que du premier aspect de cette polémique en réservant pour un prochain article l'analyse de la polémique sur les "nationalisations et l'austérité".

polémiques autour de l'actuatisation d'un programme bourgeois

A la différence de l'Allemagne en 1933 où l'économie de guerre planifiée par le parti nazi s'était effectuée dans le strict cadre national au travers d'une politique autarcique, ce qui distingue l'économie de guerre qui est en train de se mettre en place aujourd'hui est que celle-ci s'effectue à l'échelle d'un bloc de nations. Avec encore cette caractéristique que c'est le pays dominant au sein du bloc qui impose cette orientation à l'ensemble des pays qu'il domine.

Ainsi, les USA imposent la préparation de la guerre au sein même de l'économie aux pays du bloc atlantique qu'ils dominent, orientation qui passe par une politique d'austérité et de déflation auxquels les pays du bloc de l'ouest, dont la France, doivent se plier. Bien entendu, cela nécessite pour les pays les plus faibles, Espagne, Italie, France, des équipes dirigeantes capables au travers d'un renforcement du capitalisme d'Etat de prendre en main l'appareil productif et en même temps ayant la capacité d'imposer cette politique d'austérité à la classe ouvrière.

Cette politique, seule la gauche est capable de la mettre en place, et c'est sur elle que les USA comptent.

Bien entendu une telle perspective de la gauche au pouvoir ne va pas sans provoquer des remous profonds au sein de la bourgeoisie, en premier lieu l'opposition des fractions de droite, mais ce

n'est pas cet aspect de la crise politique entre droite et gauche qui nous intéresse ici. Ce qui nous intéresse, c'est la lutte entre les différents partis au sein d'une gauche qui se sent proche du pouvoir et qui vit déjà les éléments de la crise politique qui la secouera quand elle détiendra les rênes de l'Etat.

En effet, au sein de la gauche même le caractère non homogène de la bourgeoisie apparaît.

Ainsi, le "parti communiste français" qui, par ses origines et son histoire, ne se trouve lié à aucune fraction privée de l'économie nationale, se trouve de fait le représentant le plus féroce d'une prise en main à caractère totalitaire de l'appareil productif au travers de l'Etat, c'est-à-dire omniprésent dans tous les aspects de la production, avec un système de parti unique et une militarisation de l'ensemble de la vie sociale.

Cette caractéristique fait que le PCF a une certaine répugnance à concevoir la défense du capital national dans le bloc américain, cette même caractéristique, ainsi que son histoire, le pousserait plutôt à concevoir cette défense dans le camp du bloc russe. Cette tendance à s'opposer au bloc américain, l'impossibilité pour la France de changer de bloc ainsi que la forme de capitalisme d'Etat dont il est l'émanation politique, font du PCF un parti ultranationaliste, porteur idéal des tendances autarciques du capital national. Le parti de "la France seule contre tous", partage cette conception avec l'extrême droite, c'est ce que n'a d'ailleurs pas manqué de lui rétorquer le parti socialiste par la bouche de Mitterrand : "Je ne crois pas à l'idéologie "maurassienne" de la "France seule".

Le parti socialiste quant à lui de par ses origines social-démocrates, est le représentant d'une forme de capitalisme d'Etat correspondant à un certain degré de développement du capital où la concentration et la centralisation de l'appareil de production et donc de ses leviers de commande ne nécessite pas une prise en main de caractère brutaliste totalitaire de la part de l'Etat

pour que celui-ci puisse intervenir et orienter l'économie nationale. Cette caractéristique de parti politique représentant une forme de capitalisme d'Etat se réalisant par la fusion, à un certain degré, du capital privé et du capital d'Etat amène le parti socialiste à placer spontanément la défense du capital national dans le cadre du bloc américain.

Tendance autarcique du PCF et tendance inverse du PS à la politique du bloc voilà qui peut permettre de comprendre quelque chose à la polémique sur la défense nationale et l'énergie nucléaire dans le cadre de la montée de la gauche au pouvoir et de l'orientation de l'économie nationale et mondiale vers la guerre.

Alors que le dernier "Programme Commun" de l'union de la gauche s'était prononcé contre la production d'un armement nucléaire, comment comprendre que le PCF change son orientation en sachant de plus qu'en 71 il s'était prononcé dans "changer de cap" contre la force de frappe et une production d'armes conventionnelles, et déclare par la bouche de Marchais "les choses ont changé" et "il serait irresponsable de renoncer à l'armement atomique"? Que s'est-il donc passé pour que le PCF change de position et s'affronte avec le PS plus particulièrement sur cette question? Le PS serait-il devenu, après le "parti de la rose au poing", le "parti de la colombe", le "parti de la paix"?

Nous n'en croyons pas un mot! Dans les articles que nous avons écrit sur le développement actuel de l'idéologie "anti-nucléaire", nous avons montré que cette idéologie s'intégrait très bien avec celle des "droits de l'homme", à l'idéologie de guerre que développe à l'heure actuelle le gouvernement Carter.

La domination des USA sur les pays de son bloc passe, bien entendu, par sa suprématie financière et les crédits indispensables à leur survie qu'il leur accorde; mais cette suprématie passe aussi par la dépendance énergétique des pays européens. Ainsi on a vu que les USA ont réussi à reporter les effets de

la crise sur les pays européens grâce entre autres à la crise du pétrole qui mit l'Europe à genoux. Tout dernièrement encore, on a vu les USA s'opposer à l'extension des réacteurs nucléaires en Europe, qui produit son propre plutonium, ce qui assurerait une certaine indépendance aux pays européens en matière d'énergie.

Quant l'ensemble de la société capitaliste s'engage vers une économie de guerre où l'indépendance en matière d'énergie est vitale, quand l'armement nucléaire est indispensable pour le pays qui veut s'assurer une position de force dans l'arène internationale, on comprend que le PCF avec son ultranationalisme qui répugne à envisager une politique de guerre dans le cadre de la domination renforcée du bloc américain se fasse le partisan acharné de l'énergie et de l'armement nucléaire.

Quant au parti socialiste qui essaie de se faire passer pour une blanche colombe avec ses roucouades sur la paix et son opposition à l'armement nucléaire, il ne trompe personne, surtout quand il s'exprime par le truchement de son porte-parole Mitterrand qui lors de la guerre d'Algérie s'écriait : "je ne connais qu'une négociation : la guerre".

Ce qui oppose le PS et le PC dans cette polémique, ce n'est pas "l'indépendance nationale", ni l'orientation vers une économie de guerre : sur ces points, nous sommes sûrs qu'en bons partis bourgeois, ils sont bien d'accord, ce qui les oppose, c'est seulement les modalités, le cadre et le rythme d'une telle politique.

Jusqu'à maintenant, nous avons toujours mis en avant que la crise du capitalisme et la concurrence qu'il en résultait sur le marché mondial poussaient les différents capitaux nationaux à se grouper en deux grands blocs impérialistes, chacun dominé par la nation la plus puissante de chaque entente, en l'occurrence l'URSS et les USA.

En effet, bien que de l'approfondissement de la crise résulte une aggravação des antagonismes entre chaque pays, cet approfondissement de la crise et des rivalités inter-impérialistes

(suite p. 7)

NUCLEAIRE ET ECONOMIE DE GUERRE

Après des années de reconstruction, 32 ans après la bombe d'Hiroshima, l'humanité découvre qu'elle a désormais les moyens de sa propre destruction ; les manifestations de Creys-Malville, de Flamanville, et bien d'autres dans d'autres pays -en Allemagne par exemple-, témoignent de l'affolement devant de telles possibilités et s'en prennent à ce qui leur semble être l'aime suprême : le nucléaire. He s'attaquant qu'à une seule forme d'armement, les "anti-nucléaire" rejoignent en cela Carter, qui, dès le mois de mai, annonçait son intention de ne pas construire d'usine de retraitement, de ne pas produire de plutonium, de ne pas construire de surrégénérateur.

On ne peut pourtant pas prétendre que des Etats puissent, dans le contexte actuel, se tenir en dehors des préparatifs de guerre, et plus particulièrement celui qui est à la tête du bloc impérialiste le plus puissant du monde. En fait, si les Etats-Unis refusent le développement du nucléaire, ce n'est pas par un besoin soudain de réconcilier le genre humain, par delà les nations et les classes, mais pour des raisons économiques et que le développement du nucléaire ne l'empêche pas de fabriquer des bombes à neutrons...

C'est dire que condamner une forme d'armement comme, par exemple, le nucléaire, ne condamne en rien le développement de l'armement classique ou toute une politique globale d'économie de guerre. Donc, pour les "anti-nucléaire", condamner le nucléaire ne revient-il pas à justifier toutes les autres formes de l'économie de guerre ?

nucléaire ou économie de guerre ?

En fait, actuellement, l'économie de guerre ne se limite pas au "nucléaire", à la construction de "Super-Phénix" à Creys-Malville ou d'autres centrales, mais elle s'étend à toute la production industrielle, à toute la politique générale des grandes puissances. C'est aussi la tendance vers une économie de grands travaux, le renforcement de l'Etat sur des secteurs vitaux de l'économie tels que l'aéronautique, c'est aussi une politique générale d'autarcie sous le contrôle du bloc de tutelle...

Et, ces éléments-là, même s'ils ne sont pas aussi spectaculaires que le "nucléaire" ne participent pas moins du même processus de la marche générale vers la guerre.

Déjà, dans la préparation à la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie des pays les plus touchés par la crise avait développé toute une politique de grands travaux et d'armements traditionnels qui ne pouvait trouver son aboutissement que dans une guerre.

Ainsi, malgré son déficit commercial.

L'Italie a construit, entre 1922 et 34, de nombreuses routes -en particulier des routes de montagne- et autoroutes, de nouvelles voies de chemin de fer, aménagées de nouveaux ports...

L'Allemagne, dès le 1er mai 1933, s'est engagée dans la "bataille du travail", a inauguré la construction d'un millier de km d'autoroutes par an pendant sept ans, construit une écluse à ascenseurs entre l'Elbe et l'Oder...

Les USA ont construit eux aussi de nombreux barrages, et des routes qui, menant aux déserts n'ont pu avoir qu'un intérêt stratégique...

De même, actuellement, comme dans la plupart des pays, la France oriente toute son économie vers la production de guerre. Elle prétend doubler le réseau routier entre 77 et 83, construire de nouvelles voies ferrées, moderniser les transports aériens.

Dans tous ces domaines, l'Etat tente d'obtenir au moins la minorité de blocage ou 51 % des actions pour pouvoir imposer sa politique : c'est le cas à la SNCF et bientôt à Dassault. Pour sa part, la gauche propose un contrôle de

70 à 85 % de la sidérurgie par la simple conversion des dettes de la sidérurgie envers l'Etat en participation de l'Etat, ce que se propose déjà de réaliser Giscard d'Estaing.

L'économie de guerre n'est pas une "autre" forme d'économie capitaliste : elle n'est que la transformation des moyens de production en instruments de

Carter, le contrôle de l'armement au sein du bloc américain

Les Etats-Unis n'ont pas pris leur décision à la légère : ils ne l'ont prise qu'après avoir connu le résultat des travaux d'un groupe d'études de la politique de l'énergie nucléaire : le retraitement n'a aucun intérêt pour les Etats-Unis, il ne pourrait réduire que de 1 % le prix final de l'électricité ; d'autre part, ils ont suffisamment d'uranium pour tenir pendant 20 ans et préfèrent garder leurs réacteurs à eau moins coûteux et tout aussi rentables. Quant à l'armement classique, le premier marchand d'armes du monde en a suffisamment et, de plus, l'a expérimenté pendant des années au Vietnam. Forts de cet arsenal, les USA peuvent faire figure de "colombes" disposant d'armes comme instruments de dissuasion et prétendre contrôler des pays de son bloc comme la France et l'Allemagne au nom du respect des accords sur la non-prolifération des armes nucléaires.

En se privant d'usines de retraitement et de surrégénérateurs, les Etats-Unis ont laissé libre un marché pour certains pays européens : ainsi, l'Allemagne a signé un contrat avec le Brésil et la France avec le Pakistan. Si, pour la suite, ces deux pays ont accepté, après l'intervention des USA, de ne plus vendre d'usines de retraitement, il n'en ont pas moins signé un accord pour la construction de surrégénérateurs.

D'autre part, les USA tentent de moraliser la vente des armes : ils n'en vendront désormais qu'aux pays de l'OTAN, au Japon, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande... Pour tous les autres cas,

la politique de destruction destinés à compléter le rôle de l'armement traditionnel. Et le nucléaire apparaît alors pour ce qu'il est : un moyen de destruction parmi d'autres qui ne doit pas faire oublier la capacité de destruction de l'armement traditionnel et le rôle de la politique économique.

les industriels américains devront obtenir l'appui du gouverner

Ans, le "pacifisme" de Carter n'est qu'une tentative des Etats-Unis de contrôler la politique des pays du bloc : il va de l'intérêt des Etats-Unis que chaque pays s'oriente vers une économie de guerre, vers une politique autarcique qui ne ferait pas concurrence au bloc, et que chaque pays contrôle à son tour la région dont ils lui ont donné la charge : ainsi, la France contrôle une bonne partie du territoire africain avec l'accord des Etats-Unis.

Carter condamne les constructions d'usines de retraitement et de surrégénérateurs : il n'en construit pas moins des bombes à neutrons, "bombes propres" qui auraient pour rôle la destruction des êtres humains mais non du matériel... Alors, les adeptes du "nucléaire" condamnant à leur tour la bombe à neutrons, ils "en dénoncent le caractère monstrueux" qui "vise délibérément à l'extermination de millions d'êtres humains" (déclaration de 28 PC contre la bombe à neutrons).

Les "anti-nucléaire" en luttant contre l'utilisation d'une arme, même aussi puissante que peut l'être une bombe atomique, justifient en fait l'emploi de toutes les autres armes. Ils ne luttent que contre un aspect secondaire de la préparation de la guerre, de la même façon que les "pacifistes" des deux guerres prétendaient lutter contre la guerre en demandant "la paix".

Mais, pas plus que les exhortations à (suite p. 7)

ALLEMAGNE

situation politique et lutte de classe : avant la tempête

Depuis quelques années, il en est fini de la traditionnelle stabilité politique allemande. Bien que le gouvernement social-démocrate dirige depuis plusieurs années les affaires courantes du capitalisme, il s'est retrouvé progressivement plongé dans l'instabilité chronique. Aujourd'hui, le SPD ne gouverne plus qu'avec l'appui de plus en plus réticent du parti libéral FDP, qui regarde de plus en plus vers la droite. Electoralement, ses points d'appui les plus sûrs se sont effrités, tant dans la Ruhr que dans le Nord.

Il est devenu évident, tout comme en Grande-Bretagne, que les ouvriers allemands se désintéressent de plus en plus de tout le cirque électoral. La crise profonde de la petite-bourgeoisie, qui s'est traduite depuis quelque temps par les "grèves" des médecins ou les manifestations de paysans, explique, l'essor des partis de droite : CDU de Kohl et surtout CSU de Strauss. Significatif est le bond en avant du parti de Strauss dans la Bavière paysanne lors des dernières élections et sa tentative de se transformer de parti bavarois en parti présent dans tous les "Länder". Comme le parti de Chirac, celui de Strauss représente une droite musclée qui tend de plus en plus à prédominer dans la droite classique, jusqu'à menacer les positions de la CDU de Kohl. Phénomène non spécifiquement allemand, cet essor de la droite sur le terrain électoral ne fait que refléter le rapide développement de la gauche qui tend à gérer partout la crise, en prenant des mesures d'assainissement des secteurs les plus archaïques du capital national.

Dans ce cadre-ci, le SPD n'a pu qu'être ébranlé à son tour par la crise politique. L'exclusion par vagues successives de sa fraction de droite (1) est le signe que le SPD ne peut plus gouverner sans s'attaquer aux fractions de la petite-bourgeoisie qui l'ont soutenu quand la situation du capital allemand était encore stable, sans prendre des mesures de capitalisme d'Etat draconiennes (blocage des salaires des fonctionnaires, politique d'imposition des professions libérales). Il est significatif aussi que ces derniers mois aient vu l'exclusion de son aile gauche, dite "Stamokap" ("capitaliste monopoliste d'Etat"), avec à sa tête Benneter, chaud

partisan d'actions communes avec le DKP pro-Moscou et d'une politique radicale de nationalisations, et appelé à un brillant rôle de défenseur du capital allemand.

Cette situation de crise du SPD s'explique aujourd'hui par l'incertitude quant à la longévité du gouvernement Schmidt, alors que Brandt ne peut plus, semble-t-il, en dépit de tous ses efforts, jouer un rôle politique important qui semble dévolu à l'ex-stalinien Wehner. Cela ne signifie nullement que le gouvernement de gauche va céder la place à un gouvernement de droite, à la faveur de nouvelles élections. En fait, la situation allemande est particulièrement similaire à celle qui se prolonge en Grande-Bretagne depuis quelques années : sous la pression des américains, malgré la perte de vitesse des partis de gauche sur le plan électoral, la gauche reste en place. Non seulement elle doit prendre des mesures d'austérité, et de plus en plus de franchises mesurées anti-ouvrières (qui ont déjà fait leur effet par une baisse du salaire réel des ouvriers), mais elle représente directement la politique du bloc américain : mise au rationnement de l'Europe par des mesures draconiennes sur le plan financier, développement de l'armement et plus forte intégration de la RFA dans l'OTAN. Que cela ne se fasse pas sans réticence de la part de la bourgeoisie, la résistance du gouvernement allemand à accepter la limitation de ses exportations -particulièrement en Amérique Latine- l'a montré très clairement. Que, d'autre part, cette politique d'austérité, d'économie de guerre dirigée contre le prolétariat soit à l'heure actuelle soutenu par les maîtres ne surprendra personne : en lançant des campagnes pour la militarisation, pour le développement de l'industrie d'armements, pour la défense du bloc américain contre le bloc russe, le parti KPD se montre un auxiliaire non négligeable de la politique du capital allemand.

Cependant, face à un prolétariat qui n'a pas bougé depuis longtemps et dont l'apparent silence devient de plus en plus menaçant, la crise politique allemande, loin de se développer lentement, n'a fait que brutalement s'accélérer ces derniers mois. Le tournant des syndicats, en particulier celui de l'I.G. Metall, qui se font de plus en plus

critiques à l'égard du "parti-frère" auquel ils n'accordent plus qu'un "soutien critique", est lourd de l'inquiétude de la bourgeoisie allemande devant le risque d'explosions prolétariennes. Récemment, dans une interview au Monde, Vetter, le leader des syndicats avertissait que le danger d'exaspération et de violence ouvrières devenait de plus en plus réel, et qu'en conséquence, le rôle des syndicats était d'être dans l'opposition. Le développement du DKP, dans l'appareil syndical (en dépit de sa faiblesse électorale) marque clairement ce tournant "à gauche" des syndicats qui cherchent à se refaire une nouvelle virginité. Même si les interdictions professionnelles (Berufsverbote) frappent encore le DKP, le soutien de l'aile gauche des syndicats sur le thème du respect de la "démocratie" et de l'arrêt des mesures répressives, traduit cette nécessité pour le capital allemand de se constituer une gauche de sa gauche SPD (2). Voilà sans doute ce qui permettra aux trotskystes allemands de chanter victoire, en criant à la "radicalisation" des syndicats qui, depuis cet été, lancent campagne sur campagne pour appeler les ouvriers à manifester contre le chômage (comme à Bremen dernière).

Qu'en est-il de la lutte de classe aujourd'hui en RFA ?

Malgré l'action des syndicats contre les grèves sauvages (toutes les grèves ne peuvent être que syndicales et ne peuvent avoir lieu que quelques semaines par an), et malgré des accords patronat-syndicats permettant aux syndicats de renvoyer des membres -ce qui signifie ensuite le renvoi de l'usine-, on a pu assister depuis le début de la crise à des luttes, restées malheureusement limitées : grèves de septembre 69, grèves chez Ford 72 et 73, et après une "pause" les grèves des imprimeurs de l'été 76. Les expériences de la grève des imprimeurs ont été très importantes, du fait que la grève a de loin dépassé le cadre syndical, qu'elle s'est développée au niveau national, et que les ouvriers ont dû s'affronter directement aux forces de l'Etat (confrontation directe avec la police). Cette grève n'a malgré tout pas permis la lutte contre les syndicats et ne s'est pas étendue aux autres branches industrielles. Malgré tout, les travailleurs ont pu voir qu'il est possible de s'affronter à

l'Etat et que la classe ouvrière a une force politique. Cette grève a eu lieu au cours de la signature des conventions patronales qui ont lieu une fois par an et décident de la hausse des salaires jusqu'à l'année suivante.

Depuis, il y a eu d'autres signatures. Cette année, après des phrases radicales, sont venues des signatures contractuelles fixant les augmentations de salaire à un niveau très bas (industrie métallurgique : 6,9 % ; service public : 5,3 % + prime de vacances). Malgré toute sa "radicalisation", le DGB ne peut cacher le fait qu'il a momentanément réussi à baisser le salaire des ouvriers.

Alors que le chômage ne cesse d'augmenter de façon accélérée et que les ouvriers ont connu la plus importante diminution de leur salaire réel depuis 20 ans, le vieux spectre de la lutte de classe ne tardera pas à hanter l'Allemagne de nouveau. Aujourd'hui, en raison du silence actuel du prolétariat allemand, la petite-bourgeoisie tient encore le devant de la scène avec les manifestations anti-nucléaire et le terrorisme ; la crise actuelle de la bourgeoisie allemande, sa faiblesse de plus en plus évidente, la peur des syndicats devant les risques d'explosion prolétarienne sont des signes qui ne trompent pas : demain, le capital allemand devra affronter les assauts d'un prolétariat d'autant plus acharné dans sa lutte qu'elle a été comprimée si longtemps. L'Allemagne est au centre de la crise en Europe ; les ouvriers allemands seront à nouveau demain au centre de la tempête prolétarienne qui fera trembler et l'Europe et le monde.

C.T.K.

1) Cette droite vient de se constituer en parti : le SDU (Union social-démocrate) qui se situe entre la CDU et la CSU.

2) Cette "gauche" de la gauche, après l'exclusion de Benneter, se trouve organisée au sein des Jusos. Ceux-ci manifestent la plus grande "compréhension" à l'égard du DKP avec qui ils ont mené la manifestation anti-nucléaire de Brokdorf. Un autre courant s'est développé dernièrement dans les Jusos, orienté vers le "Sozialistisches Biiro", sorte de PSU qui brigue "l'honneur" de combler le vide existant entre le DKP et le SPD.

LE REGIONALISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

A l'heure où l'Espagne subit, plus que bien d'autres pays développés, le tourment de la crise générale du capitalisme, l'actuel regain du "particularisme" régionaliste met tout d'abord en relief la faiblesse constitutive du capital espagnol. Expression des contradictions au sein de la bourgeoisie, le régionalisme n'en agit pas moins comme force de mystification contre le prolétariat. Il contribue à l'isolement des luttes ouvrières et favorise dans le prolétariat les tendances localistes. Face à une résurgence ouvrière qui lui pose problème, tou-

tes les fractions de la bourgeoisie, gauchistes compris, tentent de conjuguer leurs efforts pour renouveler le coup réussi en 1926-27, en faisant feu de tout bois, régionaliste et autre. Mais, dirigée vers une classe qui, contrairement à ce qui était en 1926, ne relève pas d'une défaite mondiale et multiplie les signes de sa combativité, la mystification régionaliste ne peut que voir son poids de plus en plus diminuer.

ITINERAIRE ET BILAN DU CATALANISME "REVOLUTIONNAIRE"

• Que le particularisme se manifeste avec une exceptionnelle vigueur dans la péninsule ibérique n'est pas un pur produit d'un milieu géographique circonscrit, mais de l'histoire mondiale tout entière, voilà l'explication du marxisme. En Espagne, la force du séparatisme tient à ce que Marx qualifiait d'"ignominieuse et lente décomposition" de l'organisme social. Après la perte du Portugal et la tentative de sécession avortée de la Catalogne au 17^e siècle, l'élan politique centralisateur impulsé par l'accumulation primitive est interrompu, l'unité économique entre les régions relâchée. La classe dominante, mélange hétéroclite de bourgeois flanqués de "caciques", de parasites des congrégations religieuses se replie sur son agriculture et veille principalement à maintenir son immense empire

* Dans un pays où les aspirations à l'hégémonie politique d'une bourgeoisie catalane se trouvent bridées par une monarchie à l'arrière-ban de l'Europe, il y a un catalanisme républicain anticlérical comme il y a un fort sentiment séparatiste chez les ouvriers encore largement occupés dans la manufacture et le travail à domicile, comme il y a un catalanisme des communautés libertaires parmi les misérables métayers et les journaliers agricoles.

A un prolétariat qu'elle ne pouvait pas associer à une impossible prospérité, la bourgeoisie devait faire subir de terribles saignées. Sa chirurgie spécifique, et chaque fois "bénéfique" à l'organisme social, ce fut d'attirer les travailleurs et les paysans dans des aventures pour l'autonomie.

Combien de fois la bourgeoisie catalane a-t-elle réussi à les tromper cyniquement et à les meurtrir en agitant le thème du "statut d'autonomie de la province" ? Tantôt ce sont les émissaires alliés bakouniniens qui, assimilant unité politique et tyrannie gouvernementale, proposent la conquête de l'autonomie conjuguée au principe fédératif des groupes de producteurs, des communes et des régions. Un peu plus tard, c'est le courant de ces mé-

mes alliés agissant pour la "décentralisation" du pouvoir révolutionnaire dans chaque ville et village lors de la première république espagnole de 1873, écho lointain mais vite muet de la révolution démocratique européenne de 1848. Aux lendemains de la restauration de la monarchie, c'est le parti fédéraliste proudhonien de Pi y Margall qui prétend répondre aux aspirations du petit peuple catalan par un retour en arrière vers le régime des guildes et corporations de métiers libres de l'ancienne principauté catalane. Puis c'est l'Esquerra de Macià et Companys qui cherchera à capter l'énergie des masses afin de l'utiliser dans sa lutte pour ramener le centre de gravité de la vie sociale et politique de Madrid à Barcelone.

De 1911 à 36, il n'y a pas un seul congrès de la Confédération qui ne fasse acclamer l'autonomie de la Catalogne, pas une seule prise de terre par les paysans, pas une seule grève où les cégétistes ne mettent en avant la "Catalogne libre", pas un déclenchement de soulèvement dans les "pueblos" n'agissant pour son compte sans se préoccuper des autres.

Autour des années 30, c'est la Fédération communiste catalano-baléare qui se présente sur la scène sociale en déployant le drapeau du droit de la nationalité catalane à la libre disposition d'elle-même, jusques et y compris le divorce. En 29, elle se sépare du squelette parti officiel sur la critique qu'il n'agit pas dans le sens du vaste mouvement autonomiste qui agite toute la péninsule et affaiblit l'appareil d'Etat. Son mot d'ordre sera la "République fédérale" et elle estime que le prolétariat se suiciderait politiquement s'il tentait de substituer sa propre dictature de classe au régime du général Primo de Rivera tombé tout seul comme un fruit pourri. Pour Maurin, la tête pensante, cette révolution est typiquement "espagnole" et elle s'appuiera non sur les soviets mais sur les "Juntas", plus conformes à "spécificité" locale.

UN COMBAT D'EPICIERS

• D'un puissant concours dans l'orchestre démocratique bourgeois depuis la mort de Franco, les "bandas" régionalistes espagnoles, après l'"historique" sanction des urnes de juin, redoublent de vigueur aux accents de frénétiques sardanes et autres fandangos. Dans le contexte d'une Espagne capitaliste pressée comme un citron par la crise, transpirant des chômeurs par centaines de milliers et n'offrant aux ouvriers "libérés" du fascisme pas une autre perspective qu'une exploitation accrue, l'austérité et la répression, il est déjà assez écoeurant d'entendre les chœurs nationalistes basques ou catalans reprendre à pleines voix leurs hymnes vêtus de la gloire de la langue, de la culture, des coutumes "libertaires" et du génie ancestral de "leur" peuple ; mais le "particularisme" atteint une dimension proprement caricaturale et délirante lorsque, derrière

le Pays Basque, la Catalogne et la Galice, il nous faut assister depuis l'Andalousie, le Léon, l'Estrémadure même, et jusqu'aux plus grises sous provinces d'Espagne, au spectacle d'une cul-terreuse et épicière bourgeoisie s'exciter à retardement du chatouillis autonomiste. Le branle-bas régionaliste actuel est d'autant plus remarquable et consternant que, par rapport à la seconde république de 1931, on voit cette fois, et à quelques indécorables phalangistes près, tout l'éventail des partis politiques espagnols, depuis l'extrême gauche confondue à l'extrémisme séparatiste-jusqu'au parti néo-franquiste de Fraga, en passant par le PSOE et le PCE, y participer sous une nuance ou une autre. Les marxistes, gens de froide rigueur, dit-on, ne s'épuisent pas en vaines colères, et pourtant la vision de toutes ces ganaches vieillies en exil avec encore sur elles le sang séché des massacres ouvriers de la république, les Dolores Ibarurri, les Federica Montseny et les Josep Tarradellas (successeur de Companys), qui viennent reprendre du service dans leur terroir, a de quoi les révolter.

Elle pousse le souci d'exprimer la place tenue par la Catalogne dans le progrès social et l'apport culturel de son peuple (1) au point de se voir accuser de défendre des thèses "droitières" par une Internationale dont la théorie du socialisme en un seul pays et le kuomintangisme ont définitivement scellé le destin contre-révolutionnaire. Etait-ce à dire qu'elle est convaincue que la Catalogne est la "nation élue" et la classe ouvrière de Barcelone la plus avancée du monde ? A en croire les augures "marxistes", la révolution qui va s'accomplir en Catalogne surpassera à tous les niveaux celle de 17 dans la Russie "incomparablement plus arriérée". Que ce soit sous le label de Fédération communiste catalano-baléare, de "Bloc" -né de la fusion avec le Partit Comunista Catala- d'"Alliance" ou de POUM, s'enchaîne la spirale de toute une politique nationaliste catalane à couleur "maximaliste".

N'y a-t-il pas de la fierté nationale quand, après le succès de la "gauche" aux élections d'avril 31, qui apportent la seconde République, le "Bloc" envoie un détachement armé de ses propres forces assurer la garde du nouveau gouvernement, la Generalitat, que vient de se donner la bourgeoisie catalane ? Parce qu'à Barcelone, le "camarade" Companys est installé à la Generalitat, il n'y a aucune raison de se mettre en grève. Fier d'avoir réussi la première étape de la révolution démocratique, le Bloc propose à l'Esquerra et à sa base payenne l'Unib.des Rabassaires le front unique. L'Alliance Ouvrière, sous le nom duquel désormais agit le Bloc, pousse l'Esquerra à armer les ouvriers contre les menaces de la "droite". La voilà apportant aide et appui à un gouvernement qui, derrière le paravent de sa "législation progressive" décrète illégales les grèves sans préavis et expulse les paysans qui occupent les

Au "Bloc" a succédé le POUM par assemblage autour de la Fédération de plusieurs "agrupaciones", comme de bien entendu autonomes, localisés en Catalogne et de la majorité de la Gauche com-

muniste de Nin. Sous la direction de celui-ci, au moment du pronunciamiento franquiste, le POUM tout comme la CNT, va parachever sa politique d'union anti-fasciste. Que disait le POUM sur la nature de classe de la Generalitat ? Ce gouvernement n'est comparable à aucun autre, écrivaient et la "Batalla" et "El Comunista" : "Le gouvernement de la République est l'expression de la volonté des masses populaires incarnée par leurs partis et organisations" (5/12/36). Que faisait le POUM par rapport au problème fondamental de la destruction de l'Etat ? C'est avec l'argument de la lutte anti-fasciste qu'il entre dans le Conseil Economique, que ses milices s'intègrent dans l'armée régulière soumise à l'Etat-Major qui a rétabli le code militaire de la monarchie, qu'il participe au gouvernement (2). Et le gouvernement dans lequel Nin fait office de ministre de la justice est celui-là même qui décide la dissolution des Comités nés dans les premières journées révolutionnaires de juillet 36.

Quant à Messieurs les anti-étatistes, il était hors de question, par souci de tolérance politique, que la CNT déposât Companys et décrêtât la dictature du prolétariat. Jetant aux orties son intransigeance de façade, elle acceptait de participer aux gouvernements centraux de Madrid et de Barcelone composés de partis ayant trempé jusqu'au cou dans la plupart des répressions antérieures. Côte à côte, en tournée de propagande républicaine, on a pu voir Nin unir ses efforts à ceux de Companys pour faire plier les derniers comités à la nouvelle légalité des conseils municipaux. Tandis qu'à Valence, l'anarchiste Oliver surveille l'application de la justice "populaire", à Barcelone, elle s'exécute sous l'oeil vigilant du "marxiste" Nin.

(suite p. 7)

(1) La plupart des journaux et brochures de ce courant s'écrivent en catalan ; les réunions et les meetings se tiennent dans cette même langue.

(2) Pour y parvenir, il avait dû faire taire la fraction trotskyste.

de la bourgeoisie devant leur décomposition sous le fouet d'une crise qui contraint le capitalisme à la rationalisation.

Le fait que le régionalisme trouve son expression la plus consistante justement dans les aires les plus industrialisées d'Espagne, loin de venir en contradiction à notre analyse, la confirme. Il explique que, dans ces provinces, le Pays-Basque et la Catalogne, le régionalisme peut adopter des formes d'autant moins primitives que la petite-bourgeoisie y est moins prépondérante. Le contenu de ce régionalisme là, qui n'adopte une tournure fédéraliste que pour enjoliver la petite-bourgeoisie, sinon le prolétariat, dénote une meilleure compréhension des intérêts globaux de la bourgeoisie espagnole et de ceux de l'Etat. C'est d'ailleurs pourquoi, sur cette base, la concession d'un statut d'autonomie, pour la Catalogne par exemple, fut et demeure parfaitement négociable en 1932 comme en 1977 par toutes les sphères de la bourgeoisie liées plus directement à l'Etat. Cet autonomisme-là n'en illustre que mieux le trait général d'immaturité du capitalisme espagnol par le fait qu'il tire sa substance ferme d'une excentration caractéristique des foyers économiques par rapport au siège de la vie administrative et politique madrilène.

Il est important de souligner toutes les conséquences qu'entraîne cette situation pour la lutte d'un prolétariat surtout concentré en Catalogne et au Pays-Basque, cela dans le sens d'un affrontement différé avec la force centrale de l'Etat et d'une pente facilitée vers l'isolement localiste.

C'est d'ailleurs par ce dernier biais que le régionalisme a le plus de chance de figurer avec efficacité dans la panoplie mystificatrice de la bourgeoisie contre le prolétariat. En tant qu'exaltation idéologique du fait culturel et linguistique, sa capacité de brouillage,

sensible peut-être dans les secteurs et les moments où le prolétariat, faible, se trouve isolé parmi les autres couches sociales, ne tient pas longtemps devant une classe ouvrière rassemblée et fortement combative, qui se ressaisit de toute une expérience historique où jamais il n'a été question d'un programme révolutionnaire régionaliste. Qu'est-ce que l'important contingent des travailleurs immigrés andalous et galiciens, en Catalogne et au Pays-Basque, peut bien avoir à faire avec la culture et la langue du pays ! Trimant, tels de vulgaires OS maghrébins en France, dans des bagnes industriels qui n'ont rien de spécifiquement régionaliste, ils ont par contre beaucoup à penser de syndicats, CNT, UGT et autres, qui viennent leur parler des intérêts ouvriers dans une langue qu'ils ne comprennent pas ! Ils ont là une bonne occasion de vérifier la sale besogne syndicale de division de la classe ouvrière ! De même, les travailleurs français, qu'ils soient bretons ou occitans et qui, vepus passer leurs vacances en Espagne, ont vu leurs voitures se consumer dans les flammes de la passion gauchiste des supporters, basques et catalans confondus (sans doute l'ébauche d'une internationale régionaliste), d'Apalategui, pourront méditer et tirer, à partir de cet exemple extrême, la leçon du contenu hautement prolétarien du régionalisme, qu'il s'affuble ou non de la phraséologie révolutionnaire internationaliste.

Les régionalistes de toute vertu, qu'ils s'étouffent avec leurs millénaristes antiennes, c'est de l'expérience vive d'une classe porteuse d'avenir que les révolutionnaires tirent et répètent cette leçon : pas plus que l'émancipation du prolétariat mondial ne peut se contenir dans le cadre des nations, pas moindre peut être son exploitation que les capitalistes soient du village, du pays, du cru, ou pas.

LES LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE : FREIN A LA GUERRE

Les grèves qui ont secoué l'Afrique du Nord ces derniers mois marquent le ressurgissement de plus en plus évident du prolétariat dans cette région du globe.

La crise dans son long travail de sape sert de révélateur face aux impostures "socialistes" et au carcan nationaliste. Dans une zone où pèse la menace de la guerre, la combativité du prolétariat joue un rôle de frein dans le développement des conflits impérialistes de la périphérie vers le centre du capitalisme. La même lutte d'un affrontement entre l'Algérie et le Maroc se heurte déjà à la réalité de la lutte d'un prolétariat proche de celui de l'Europe à travers toute son expérience de l'immigration.

De plus en plus, au Moyen-Orient comme en Afrique du Nord, les luttes de la classe ouvrière deviennent le plus sûr garant de la lutte contre la guerre face à l'hécatombe que la bourgeoisie propose comme "solution" à la crise mondiale du capitalisme.

Le mythe de la lutte de libération nationale de l'Algérie est aujourd'hui bien loin, et la magie des mots ne fait plus recette. L'appellation contrôlée du "socialisme à l'algérienne" n'arrive même plus à masquer la sinistre marchandise frelatée du capitalisme d'Etat, pas plus à l'algérienne qu'à la russe ou à l'américaine mais est la tendance générale du capitalisme décadent, d'autant plus brutale en Algérie ou au Maroc que ce sont des pays sous-développés. Aujourd'hui tout le monde se réclame du socialisme et les pitreries d'Hasan I I, appelant à un "socialisme authentiquement marocain" ne peuvent que prêter à sourire, la magie incantatoire sera de moins en moins suffisante pour museler un prolétariat dont on ne peut calmer les tiraillements de la faim avec des "belles paroles".

Les maux dont souffre le "socialisme algérien" : le chômage, avec plus de 1 500 000 sans-emplois (plus de 60% d'inactifs chez les jeunes), des centaines de milliers de travailleurs qui doivent aller travailler dans les métropoles d'Europe (900 000 en France), et l'inflation, qui se traduit par une hausse vertigineuse dans le marché privé et une pénurie dans les magasins d'Etat, n'apparaissent pas très différents des symptômes de la crise du capitalisme dans tous les pays du monde.

Que ce soit en Algérie "socialiste" ou au Maroc "monarchiste", les travailleurs sont confrontés aux mêmes problèmes, à la même attaque de leur niveau de vie et face à cela ne peuvent que réagir de la même manière. Les récentes grèves chez les deux frères ennemis du Maghreb l'ont bien démontré, que ce soit au travers des grèves des travailleurs des transports, du texti-

le et des dockers en Algérie.

En déclenchant une grève sauvage, les travailleurs des docks d'Alger ont vu se dresser devant eux l'ensemble de l'appareil d'Etat. Les exhortations à reprendre le travail au nom de l'intérêt national faites par les bureaucraties des sociétés portuaires étatisées, les manoeuvres de Benikou, leader de l'UGTA, le syndicat unique, pour faire cesser la grève, sont restées sans effet, les promesses vagues ne suffisaient plus aux dockers, instruits de l'expérience de grève de 1975 où Boumédienne en personne s'était déplacé pour, à coups de promesses sans lendemain, endormir la méfiance des grévistes. Finalement, c'est en envoyant des jaunes et des flics que la grève a été brisée.

Cette grève est significative par la combativité et la résolution qu'elle a montrées, et du niveau de mécontentement social qui existe en Algérie. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, en Algérie comme au Maroc, la bourgeoisie use et abuse de l'arme mystificatrice des élections et de la démocratie. En Algérie, en l'espace d'un an, quatre fois la bourgeoisie algérienne a amené les travailleurs devant les urnes; au Maroc, c'est dans l'isolement que la population a été appelée à célébrer l'Union Nationale qui regroupe les soi-disant ennemis d'hier (USFP, Istiqlal, et monarchistes). Les bourgeoisies maghrébines prennent des leçons de leurs comparses plus expérimentés d'Europe, mais ne conservent que l'aspect mystificateur : ces élections ne peuvent être que des caricatures de "démocratie à l'occidentale", et leur pouvoir de dévoilement s'use vite.

Le réveil de la classe ouvrière dans ces pays, où le prolétariat subit depuis

des décennies le martèlement idéologique du nationalisme le plus putride et la répression étatique la plus féroce, montre bien à quelles difficultés les bourgeoisies nord-africaines se heurtent et vont se heurter de plus en plus dans l'avenir pour faire accepter aux travailleurs des sacrifices croissants au nom de la défense de l'économie nationale.

Les bourgeoisies mauritanienne, algérienne et marocaine qui rêvent d'en découdre pour s'approprier une meilleure part du gâteau saharien, exprimant ainsi le caractère impérialiste de tout capital national, du plus grand au plus petit, voient leur élan belliqueux freiné par le ressurgissement du prolétariat dans ces pays. Les grèves des dockers à Nouakchott ou à Alger, des travailleurs du chemin de fer en Algérie comme au Maroc sont des coups de semonce dont doivent tenir compte les belligérants.

Les violentes manifestations lors des enterrements des soldats morts dans le conflit larvé contre le Maroc, les manifestations qui ont eu lieu dans toute l'Algérie, en prenant prétexte des rassemblements sportifs, les sifflements qui ont salué l'hymne national lors de la finale de la coupe de football et retransmis en direct par la télévision partout en Algérie sont, avec la vague de grèves qui a secoué le pays ces derniers mois, autant de manifestations du mécontentement qui montrent une situation sociale explosive.

Le prolétariat du Maghreb tire sa force et sa combativité non seulement de l'expérience des luttes menées ces dernières années en Afrique du Nord, mais aussi de son lien organique avec le prolétariat européen et sa vieille tradition de lutte, au travers de l'immigration. Obligés aujourd'hui de retourner dans "leur" pays, repoussés par la montée du chômage en Europe qui les touche en premier, ce sont des travailleurs durcis au feu des luttes ouvrières en France, en Belgique ou en Allemagne qui retrouvent en Algérie, au Maroc ou ailleurs les mêmes maux contre lesquels ils avaient à lutter en Europe. Aux mêmes maux, les mêmes remèdes : l'arme de la lutte de classe.

Paradoxalement, dans des pays qui ont cultivé le verbe nationaliste depuis la "décolonisation", le poids de cette mystification perd de son importance

plus ardents avocats de la paix et les premiers vendeurs d'armes de la planète" n'a trompé personne devant la réalité des chiffres (70 milliards de dollars d'armes vendues en 10 ans).

Dans ce concert impérialiste orchestré par les deux super-grands quelle est la place des luttes de libération nationale? Devant cette confusion, les gauchistes de tout poil ne savent plus à quel saint se vouer. Les militaires sanguinaires d'Addis-Abeba sont "marxistes", la Somalie "socialiste" est passée avec armes et bagages dans le camp américain et la plupart des fronts de libération nationale sont soutenus par la "réactionnaire" Arabie Saoudite. La clé de tous ces "mystères" ne peut se trouver que dans le caractère mystificateur de toute libération nationale. Pour les révolutionnaires, il est clair que, depuis le début de ce siècle, la décadence du système capitaliste a ouvert l'ère de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne et que le soutien à une quelconque lutte de libération nationale ne peut mener qu'à soutenir un impérialisme contre l'autre et à justifier la barbarie que leurs antagonismes engendrent.

Notre droit à l'indépendance est inaliénable. Notre peuple l'a suffisamment prouvé par les sacrifices qu'il a consentis : 100 000 morts, 1000 villages rasés, 700 000 déracinés (déclaration d'un représentant du front national de l'Erythrée). Voilà, semble-t-il, le prix que doivent payer les "peuples" pour une impossible libération. Voilà surtout ce à quoi s'expose le prolétariat quand il répond au chant des sirènes de l'extrême-gauche du capital, qui tente de l'embrigader derrière une fraction de la bourgeoisie, c'est à dire derrière un impérialisme qui serait plus "progressiste" que les autres.

l'alternative prolétarienne

Comme nous le voyons donc, la troisième guerre impérialiste mondiale est au bout du chemin du capitalisme, d'autant plus meurtrière et dévastatrice que la crise qu'il subit est profonde. Seul le prolétariat mondial, qui est revenu sur

devant l'expérience des ouvriers marocains, algériens, mauritaniens qui ont lutté ensemble en Europe. Oui pourrait leur faire croire que les frères de classe d'hier, parce qu'ils ont traversé la Méditerranée, doivent s'entre-tuer demain au sacro-saint nom de la défense de l'intérêt national? Oui pourrait leur faire croire que, de retour au "pays", ils doivent cesser leurs luttes alors que ce qu'on leur propose c'est encore plus de chômage, encore plus d'austérité, et une guerre en perspective?

Les bourgeoisies algérienne et chérifienne qui brûlent de se colletter ne peuvent ignorer ce facteur, et le conflit larvé pour le contrôle du Sahara occidental aura d'autant plus de difficulté à exploser que le prolétariat se montrera combatif et résistera aux agressions contre son niveau de vie.

Dans les luttes que mène la classe ouvrière aussi bien en Afrique du Nord qu'au Moyen-Orient se concrétise, face à la marche de la bourgeoisie vers la guerre, de plus en plus l'alternative prolétarienne face à la crise du capitalisme mondial. Avec l'approfondissement de la crise, les rivalités inter-impérialistes prennent de plus en plus d'acuité. Cependant dans son cheminement de la périphérie du capitalisme vers les centres industriels, la tendance de la bourgeoisie vers une troisième guerre mondiale se trouve de plus en plus freinée (même si ce n'est pas là le seul facteur, c'est celui qui sera historiquement décisif) par la combativité du prolétariat que le chant des sirènes nationalistes arrive de moins en moins à endormir.

Dans sa fuite en avant vers sa "solution" à la crise : la guerre impérialiste, la bourgeoisie retrouve son ennemi héréditaire qui se réveille d'un long étourdissement. Dès aujourd'hui, dans sa lutte contre l'austérité toujours plus grande que lui impose le capitalisme sénile dans sa marche en avant vers l'économie de guerre, le prolétariat apparaît comme le seul obstacle réel face à la généralisation de l'état de guerre quasi-permanent que nous montre le tiers-monde. Dans sa résistance à l'exploitation aujourd'hui, le prolétariat forge déjà les armes dont il aura besoin lors de l'affrontement de classe décisif dont dépendra le sort de l'humanité.

J.J.

SOMALIE ETHIOPIE

(Suite de la p. 1)

En effet, le changement de camp de l'Egypte et de la Syrie a été décisif dans l'évolution de l'équilibre entre les blocs au Moyen-Orient, et il est certain que le bloc occidental verrouille maintenant parfaitement cette zone jusqu'au golfe d'Aden. Seule la victoire éthiopienne pourrait permettre à l'URSS d'empêcher que la mer Rouge ne devienne le "lac arabe" comme le souhaite Ryad.

En direction de l'Afrique, la politique soviétique, si triomphante jusqu'à cette année (cf. le voyage de Podgorny il y a quelques mois), semble avoir subi un coup d'arrêt depuis que Carter a exprimé sa volonté "de relever avec détermination le défi soviétique dans les diverses régions du monde". Le Congrès américain ne vient-il pas de voter des crédits d'aide à un certain nombre de pays dont l'Angola et le Mozambique?

Tous ces éléments nous amènent à mieux comprendre l'intérêt que porte l'URSS à l'Ethiopie qui lui permettrait d'"enfoncer un coin" important dans le continent africain. Mais il semble que là aussi, ses plans soient contrariés par l'Arabie Saoudite dont les pétro-dollars ont eu raison des convictions "socialistes" de Syad Barre (un haut-fonctionnaire somalien déclarait récemment : "le nationalisme somalien est plus fort que toutes les idéologies"), et par l'Etat de décomposition avancée du régime militaire qu'elle soutient.

Enfin, dans l'Océan Indien dont l'importance stratégique et militaire en vue d'un conflit mondial n'est plus à démontrer, son recul est également de taille. D'une part, les dernières élections en Inde et à Ceylan ont fait pencher définitivement ces deux pays dans le camp américain, d'autre part, le changement d'alliance de la Somalie a fait perdre à l'URSS sa base militaire à Berbera. Moscou est en train de jouer là une carte qu'il peut difficilement perdre, car cela accentuerait le déséquilibre déjà en faveur de Washington. La seule perspective pour le de l'Est est de s'engager encore plus résolument der-

rière l'Ethiopie, tout en essayant de brouiller le jeu américain (voir les récentes livraisons d'armes soviétiques à la Somalie). Mais ses possibilités sont réduites dans cette lutte d'influence où l'atout maître se révèle eue la puissance économique.

Le conflit qui embrase la corne de l'Afrique, au delà des enjeux économiques et stratégiques qu'il représente, s'inscrit donc en fait dans le cadre de l'approfondissement des tensions inter-impérialistes dont il marque un pas important.

L'entrée du capitalisme dans sa phase de crise mortelle a en effet entraîné un durcissement dans la concurrence entre les blocs, un resserrement à l'intérieur de chacun d'eux, et une accélération de l'économie d'armement. La guerre somalo-éthiopienne est un exemple caractéristique de cette évolution dont l'aboutissement logique est la troisième guerre impérialiste mondiale, unique perspective pour le capitalisme.

Le durcissement de la concurrence se traduit essentiellement par une généralisation des conflits locaux dont la tendance est de se rapprocher des centres névralgiques du capitalisme. Les foyers de guerre se multiplient et s'étendent (Moyen-Orient, Afrique du Sud, Asie du Sud-est, etc..) et l'embrassement de l'Ethiopie n'est en fait qu'une extension du conflit du Moyen-Orient, comme celui du Zaïre l'a été par rapport à l'Angola.

D'autre part, le rôle joué par certains alliés des superpuissances traduit dans les faits la tendance au resserrement des blocs : l'Arabie, par sa prépondérance au Moyen-Orient et par son efficacité au niveau du golfe d'Aden est le plus sûr garant des intérêts occidentaux dans cette région du monde. Dans le camp "adverse", il n'est guère besoin de rappeler le rôle joué par les conseillers militaires cubains et par la Libye.

Quant à l'intensification de l'économie d'armement, même la bourgeoisie ne s'en cache plus, et tous les moyens sont bons pour la justifier, surtout ia paix. L'"affreux dilemme" que semblait se poser le candidat Carter il y a un an. "Pouvons nous être à la fois les

la scène après 50 ans de contre-révolution, peut arrêter cette marche vers l'apocalypse. La bourgeoisie en est consciente et s'attaque en premier lieu aux fractions faibles de la classe, c'est à dire celle des pays sous-développés. Mais l'approfondissement de la crise avec son lot quotidien d'austérité et la menace de plus en plus pressante de la guerre ont fait renaître des luttes ouvrières dans ces pays, qui se révèlent être un frein puissant à la barbarie impérialiste.

Nous prendrons comme exemples les récentes grèves qui ont secoué l'Afrique du Nord (voir article dans ce numéro) et qui ont donné un coup de frein aux hostilités dans un conflit qui ne demande qu'à exploser, alors que les bourgeoisies autochtones déplorent "l'indifférence" des ouvriers par rapport aux intérêts de "leur" patrie. Il en est de même pour les grèves en Israël et les émeutes d'Alexandrie et du Caire qui, semble-t-il ont joué un rôle non-négligeable dans le "refroidissement" du conflit au Moyen-Orient. Nous avons pu également constater cette "indifférence" en Ethiopie au moment des émeutes d'Addis-Abeba. N'est-il pas révélateur que le fer de lance de la fameuse "terreur rouge" dont se réclame Mengistu soit essentiellement constitué de milices paysannes et de nomades? Et quel obstacle peuvent constituer ces paysans et ces nomades dont la seule perspective actuelle est : mourir de faim ou mourir une arme à la main pour le profit des impérialismes?

Par contre, si le prolétariat est le principal frein à la guerre, il est surtout la classe porteuse de la seule alternative à la société d'exploitation et à la barbarie généralisée qu'elle nous réserve ; seul son soulèvement à l'échelle mondiale peut créer les conditions pour l'émancipation de l'humanité toute entière : le communisme. A la lumière des conflits auxquels nous assistons e: Je la réponse que le prolétariat ne tardera pas à leur apporter, Us révolutionnaires ne p-uvent que réaffirmer l'alternative actuelle pour l'humanité : socialisme ou barbarie.

J.E.

D'UNE CLIQUE A L'AUTRE : L'AUSTERITE

• Teng Hsiao-ping est de retour. Cette réhabilitation s'inscrit comme la précédente (avril 73), dans les différents affrontements que connaît la bourgeoisie chinoise face à une crise économique de plus en plus aiguë. Cette instabilité politique se manifeste d'une manière souvent violente, comme le montre dernièrement la fusillade de 12 partisans de la bande des quatre. Aujourd'hui, il semble que le rapport de forces se déplace progressivement et touche directement la nouvelle équipe dirigeante. En effet, les travaux du XIème congrès du PCC se fixent, entre autres, pour tâches essentielles de définir un nouvel équilibre du pouvoir dans l'appareil de l'Etat. Si l'équilibre il peut y avoir, aussi momentanément soit-il, c'est au prix de rivalités et de rapports de forces entre les différents corps du monde politique chinois. C'est dans ce climat, que Teng Hsiao-ping a été à nouveau appelé, avec l'appui de l'armée, à remplir les fonctions de vice-premier ministre dont il avait été destitué en avril 76.

Sa venue au pouvoir ne fait que confirmer les orientations suivies depuis 9 mois par Hua Kuo-feng qui menait une politique "à la Teng" sans Teng, et marque une accélération de la reprise en main de l'économie. C'est par un programme d'austérité draconien, qui marque un pas de plus dans la mise en place d'une économie de guerre que se traduit le réalisme économique de Teng. Les premières mesures de son programme d'austérité sont, d'une part, essayer d'éliminer le poids des secteurs non-rentables, et d'autre part, accroître au maximum l'exploitation de la force de travail.

Les 2 tendances n'ont jamais été en désaccord sur les buts, lorsqu'il s'agissait de s'attaquer aux conditions de vie de la classe ouvrière. Leurs divergences apparaissent sur les moyens. La tendance des radicaux, développait des thèses de "confiance en ses propres forces", et de mobilisation active des "masses populaires" derrière la bannière de l'Etat et du capital national en introduisant des stimulants idéologiques, pour produire plus. Les luttes qui se développent, depuis déjà quelques années, que se soit aux chemins de fer de Chenchow ou dans l'exemple remarquable offert par l'usine de tracteurs de Nanchang où une succession

"d'incidents" et de "troubles divers" ont entraîné au cours de ces 3 dernières années un total de 21 mois d'arrêts de travail, montrent que face à la lutte de la classe ouvrière, le recours aux campagnes idéologiques ne suffit plus à l'encadrement et à la mystification du prolétariat. Aujourd'hui le seul espoir d'améliorer la compétitivité reste toujours dans l'intensification de l'exploitation du prolétariat, et la stratégie préconisée par la tendance des modérés, représentée par Teng, face à une combativité croissante de la classe, insiste sur la nécessité de maintenir la hiérarchie des salaires; et si à présent la notion de stimulants matériels fait place à des primes de rendement ou de présence, à des récompenses matérielles, ce n'est que pour mieux diviser la classe et lui faire croire à de possibles améliorations de ses conditions de vie. En fait d'améliorations, on assiste à un allongement du temps de travail, à une militarisation plus forte qui se manifeste, en outre, par le renforcement du personnel d'encadrement, chargé d'obtenir un rendement plus intense pour des produits de qualité. Une nouvelle période de stakhanovisme est ouverte. Sur le plan de la politique extérieure, les déclarations du porte parole de la récente conférence sur le commerce extérieur qui affirme qu' "... il ne faut pas refuser d'étudier les bonnes expériences des pays étrangers et pratiquer la politique de la porte fermée", (...)"que ce n'est pas trahir la nation que d'exporter", montrent que comme ailleurs, la devise du capital chinois devient : "exporter ou mourir". Mais en raison de la faiblesse de son économie et faute de positions sur le marché mondial, la Chine ne peut plus jouer cavalier seul et, en conséquence, est contrainte de s'intégrer plus fortement dans le bloc occidental, comme en témoigne au niveau économique sa balance commerciale et au niveau politique son soutien à toutes "les politiques occidentales ou du tiers-monde hostiles à Moscou".

Même si le capital chinois met en place le gestionnaire le plus adapté aux circonstances, les convulsions de la crise et le développement de la lutte de classe, mettront en danger la stabilité précaire que tente de préserver la bourgeoisie chinoise.

S.K.

LES SYNDICATS ADAPTENT LEUR LANGAGE MAIS NE CHANGENT PAS DE ROLE

• Les ouvriers au Pérou se sont soulevés une nouvelle fois contre les attaques de leur niveau de vie perpétrées par la bourgeoisie. Alors que le climat social n'a cessé de se détériorer depuis ces dernières années, se manifestant par les émeutes de Lima en février 75 et juillet 76, et par une série de grèves dans les principaux centres industriels du pays (45 000 grévistes à Arequipa en juillet 75 et 15.000 mineurs de Centromin Peru, grève des mineurs, métallurgistes, employés de banque, ouvriers de presse en janvier 76), le gouvernement a annoncé une série d'augmentations des prix des principaux biens de consommation vitaux (denrées alimentaires, transports, essence). Mesures qui ont pour conséquence de réduire encore le pouvoir d'achat des travailleurs qui a diminué uniquement pour l'année 1976, de plus de 52 % (chiffre officiel).

Le Pérou, comme les pays les plus faibles du capitalisme connaît une situation économique catastrophique, que ni les mesures soi-disant progressistes de capitalisme d'Etat prises depuis 1968 (réforme agraire, nationalisations, autogestion), ni les plans d'urgence anti-inflation appliqués depuis 1976 n'ont pu enrayer, condamnant ainsi la population et la classe ouvrière à une misère et une exploitation de plus en plus accrues.

La réponse des ouvriers péruviens s'est rapidement manifestée, d'abord dans les villes du Sud où la combativité est très forte, pour se généraliser ensuite dans tout le pays, entraînant une répression violente du pouvoir d'Etat (des dizaines de morts, des centaines d'arrestations, plus de trois mille licenciements).

Face à cette riposte immédiate et générale de la classe, le gouvernement a décidé, devant l'ampleur du mouvement, et en accord avec les syndicats, de limiter la hausse de certains produits et de relever les salaires, miettes qui ne tarderont pas à être englouties par l'inflation galopante.

Les syndicats, de la CGTP communiste au CCUSC (syndicat gauchiste d'inspiration maoïste) ont appelé pour la première fois depuis le début du régime militaire à une grève générale de 24 heures dans tout le pays, et à une série de grèves partielles dans les secteurs les plus décidés (mines du Sud, du Centre, etc).

Les syndicats, alors qu'ils appuyaient soit d'une manière franche, comme la CGTP, ou d'une manière "critique" comme la CCUSC, les militaires "révolutionnaires" se sont retrouvés dans l'opposition avec l'arrivée au pouvoir du général

Bermudez en août 75, accusé par la gauche et les gauchistes d'avoir mis fin au processus de socialisation engagé par le général Alvarado depuis 1968. Forts de cette position, qui leur permet de "redorer leur blason" face à une classe qui n'a jamais cessé de lutter même en période "révolutionnaire" : grève des mineurs de Cobiza en 1971, des pêcheurs de Chimbote et des mineurs de Cuahone en 73, grève en août 74 de 15 000 mineurs de Centromin Peru, de 15 000 ouvriers de la métallurgie en septembre, des mineurs du plomb, du cuivre et de l'étain en décembre, les syndicats se sont mis à l'avant-garde des luttes afin de mieux pouvoir contrôler le mouvement et contenir les explosions qui auraient pu mettre en danger le pouvoir d'Etat. On retrouve ici la même tactique employée dans tous les pays par ces cheville essentielles de la bourgeoisie en milieu ouvrier.

Les principaux mots d'ordre avancés par les centrales étaient essentiellement : "défense des libertés syndicales, contre la violation des libertés démocratiques", ceci afin de dévoyer les luttes vers la défense d'un nouveau gouvernement de gauche comme celui du général Alvarado ; gouvernement qui a prouvé, on ne peut plus clairement, son caractère anti-prolétarien en réprimant féroce, et ce, avec l'appui des syndicats, les grèves d'alors. En appelant à des grèves générales de 24 heures ou par secteurs de production, ces organes du pouvoir d'Etat ont bien joué à leur rôle de morcellement des luttes, empêchant ainsi toute extension et généralisation de celles-ci.

Ce sont ces mêmes syndicats qui, aujourd'hui dans l'opposition, tentent de se présenter comme à l'avant-garde des luttes, qui, hier au service du gouvernement Alvarado, qualifiaient ces mêmes luttes de grèves "illégalistes", "faisant le jeu de la droite", de "provocations contre-révolutionnaires". Qu'ils se posent aujourd'hui comme défenseurs de la classe ouvrière ou qu'ils répriment directement les grèves, le rôle des syndicats n'a pas changé. Ils ont seulement adapté leur langage à la situation, afin de mieux pouvoir canaliser et encadrer le mouvement de la classe, briser toute tentative d'auto-organisation de celle-ci.

Au Pérou, comme en Argentine, en Pologne et dans le monde entier, le prolétariat se trouve confronté aux mêmes ennemis, aux mêmes "flics dans l'usine" que sont les syndicats, et la tâche première de celui-ci sera de détruire ces organes du capital.

L.A

LA DEUXIEME MORT DE SACCO ET VANZETTI

• On ne les a pas envoyés tout droit à la chaise électrique, mais l'infamie machine judiciaire du Massachusetts les a tués 7 fois 365 jours avant de le faire. Après ces années de torture morale dans leur prison de Boston, de lutte avec la mort comme bien peu l'on connue, le 22 août 1927, les deux anarchistes italiens Sacco et Vanzetti étaient électrocutés par la mercantile Amérique. Pays où se respire à pleins poumons l'air le plus libre du monde, c'est à dire que la "loi du peuple américain" pendit les cinq martyrs de Chicago, que l'American Légion brûla vifs femmes et enfants d'un campement de mineurs à Ludlow, que la milice patronale de Manville-Jacks battit à mort et braqua ses fusils sur les ouvriers du textile à Gastonia, que des centaines de militants membres des IWW pourrissent dans les pénitenciers.

Il n'y a nul système d'exploitation et de contrainte de l'homme par l'homme comme le capitalisme pour appeler à son aide ceux qui figurent en victimes de la tragédie sociale et les faire plaider pour leur propre bourreau en une mise en scène parodique de l'histoire. Ainsi, s'ordonnèrent les procès du "Centre anti-soviétique trotskyste" de Moscou. Ou alors, c'est le bourreau lui-même qui s'approprie sa propre victime. Ainsi, Mussolini, tortionnaire du prolétariat italien mêlera sa voix pour sauver Sacco et Vanzetti, "ses infortunés frères italiens".

Mais le capitalisme n'était pas encore arrivé aux limites de la récupération que nous lui connaissons désormais. Il

sera donné à notre époque de montrer à quels sommets de détournement il peut se hisser pour transformer la boue en or, la haine en vénération. Ce n'était pas assez qu'il payât grassement des juges pour condamner et des flics pour tuer. En ce cinquantième anniversaire du supplice de Sacco et de Vanzetti, à son déclin, le capitalisme s'adonne à tous les trafics, use de toutes les combines de brouillage idéologique. Voilà qu'aujourd'hui le gouverneur en place du Massachusetts décrète le 23 août "journée du souvenir" de Sacco et Vanzetti pour, paraît-il, réparer l'injustice de son prédécesseur. De distingués professeurs honoris causa, d'éminents juristes, des sociologues certifiés, tous ceux à qui incombent le devoir d'éclairer de leurs lumières le chemin de la démocratie, commentent les pièces et les témoignages du procès de Delham. Avec une charité toute chrétienne, ils conclueront à la "non-culpabilité" de ce "bon cordonnier et du pauvre crieur de poissons", deux parias de l'opulente

Maintenant, l'Amérique puritaine et obscène de Carter ne craindra pas d'utiliser l'agonie de Sacco et de Vanzetti pour faire passer au monde le message de son nouvel ange exterminateur : l'évangile des "droits de l'homme". C'est ainsi que le capitalisme se sert sans vergogne du sang répandu par lui quotidiennement pour huiler les mécanismes de son système de broyage et d'abrutissement de l'homme ; qu'il transforme sa chaîne de brutalités en une couronne de pitié. Sous tous les cieus, le capita-

lisme anthropophage joue la grandiloquente scène de la concorde universelle. Sous toutes les latitudes, ivres de sang humain, dansent les goules du capitalisme en chantant la gloire des "droits de l'homme". Ces "droits de l'homme" qui se glissent dans la vie des hommes comme l'ombre funeste des rapports de propriété!

Il n'y a aucune organisation de l'ennemi de classe qui, tel le PCF, peut émasculer toute protestation prolétarienne devant l'assassinat d'un sans-grade de la guerre de classe. Pas encore tout à fait mis à genoux par la contre-révolution, le prolétariat qui s'était dressé unanime dans de grandioses manifestations pour empêcher l'inéluctable exécution de Sacco et de Vanzetti, se trouva travesti des oripeaux mangés aux mites de la "démocratie". L'attaque du palais de la SDN dans la paisible Genève, la grève des mineurs gallois et des dockers de la Tamise, l'important défilé des grévistes du port de Sydney et les batailles de rue dans le Paris des ouvriers deviendront, pour les stalinien, autant de marques d'attachement du prolétariat mondial aux institutions républicaines.

Malheureusement, le fait est que l'épuisement du prolétariat permettait aux stalinien de transformer la révolte de dégoût des ouvriers du monde entier en une démonstration de son respect des codes et des lois érigés par la bourgeoisie, à métamorphoser ces vibrants hommages d'internationalisme prolétarien en un combat de défense et d'élargissement des conquêtes constitutionnelles.

Que le prolétariat toléra et accepta que sa révolte se convertisse en campagne démocratique avec l'inévitable kyrielle d'avocats et de représentants de l'intelligentsia révélait bien son état d'extrême affaiblissement dont le débouché sera la mobilisation à la guerre.

Cependant, les hésitations de la bourgeoisie américaine à exécuter la sentence de mort reflétèrent sa crainte d'un sursaut, d'une dernière flambée de l'incendie social encore plausible en 1927. Aussi, dans la nuit où Sacco et Vanzetti se dirigeaient vers la chaise électrique, dehors la prison de Charlestown était équipée comme si elle allait avoir à soutenir un siège militaire : à la garde ordinaire, le gouverneur ajouta d'autres flics et des centaines de ses prétoires armés de mitrailleuses et de lance-grenades.

Il n'y a pas dans l'affaire Sacco et Vanzetti, un cas exceptionnel à dissocier du mouvement historique général dont il n'est qu'un témoignage. Au moment où le prolétariat vaincu descend la pente fatale vers la guerre, à l'échelle de deux individus, la mort de Sacco et de Vanzetti symbolise la tragédie que vit dans ses chairs la classe révolutionnaire, le prolétariat. Leur mort marque effectivement le signal de recrudescence de l'offensive capitaliste pour conjurer le "péril rouge". Les deux électrocutés de Boston annonceront la vague de répression sanglante qui, immédiatement, allait s'abattre sur le prolétariat du monde entier.

(suite p. 7)

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

Révolution Internationale organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de Province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Paris, Toulouse et Troyes.

Expressions de la vie de l'organisation, ces réunions sont un instrument fondamental de notre intervention.

Auxerre

Permanences : 3ème mardi du mois, passage Soufflot, de 17h. à 19h.

Bordeaux

Réunion publique : vendredi 23 septembre, à 21 heures, Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "Luttes parcelaires (écologie, féminisme, régionalisme) ou lutte de classe".

Marseille

Réunion publique : vendredi 16 septembre, à 20 heures trente, Salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire, sur le thème : "Luttes parcelaires (écologie, féminisme, régionalisme) ou lutte de classe".
Permanences : tous les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18h. à 21h., même endroit.

Nantes

Réunion publique : samedi 17 septembre, à 17 heures, 3, rue de l'Amiral Duchafault, sur le thème : "L'Afrique : conflit impérialiste et lutte de classe".

Permanences : tous les derniers samedis de chaque mois, à 14 heures, même endroit.

Paris

Réunion publique : samedi 17 septembre, à 17 heures, au 27, avenue de Choisy, (1er étage, salle verte) sur le thème : "Austérité, chômage, crise politique : prolétariat et bourgeoisie face aux échéances de la crise".

Réunion publique suivante : samedi 8 octobre, sur le thème : "50 ans après le triomphe de la contre-révolution, en Russie comme dans le reste du monde, Octobre 17 reste l'avenir de l'humanité".

Permanences : tous les samedis à 16 heures, même endroit.

Saint-Nazaire

Réunion publique : samedi 10 septembre, à 17 heures, au "foyer du travailleur", sur le thème : "Gauche et syndicats contre la classe ouvrière".

Toulouse

Réunion publique : le vendredi 23 septembre, à 21 heures, 48 avenue de la République, sur le thème : "Le Gauchisme contre la classe ouvrière".

Permanences : tous les samedis après-midi, à 14h30, cafeteria de la Cité Universitaire, Arsenal.

Troyes

Permanences : 4ème mercredi du mois, Copainville, de 16 h à 18 h.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du Journal et 4 numéros de La Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples : 12 numéros de RI seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :

C. Giné CCP La Source 34 195 33

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

LA REVUE INTERNATIONALE, PUBLICATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE DU CCI, EST LE COMPLEMENT DE REVOLUTION INTERNATIONALE. SON BUT EST DE CONTRIBUER A L'APPROFONDISSEMENT DES POSITIONS DU PROLETARIAT.

PUBLICATIONS du C.C.I.

Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse de RI.

Internacionalismo (Venezuela)

Ecrire à l'adresse de RI

Internationalism

PO Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328

Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

Internationalisme (Belgique)

BP 2
Etterbeek 4
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :

IKS
Postbus 452
Nijmegen (Pays-Bas)

Rivoluzione Internazionale (Italie)

CP 469
80100 Napoli

World Revolution (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

Revue Internationale

DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale

- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires

- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

Sommaire de la REVUE INTERNATIONALE

n°10 - juin-juillet-août 1977
Textes de la Gauche communiste mexicaine (1937-38)

La Grande-Bretagne et la situation internationale. (Deuxième congrès de WR)
Les confusions politiques de la Communist Workers Organisation
Rencontre internationale avec "Battaglia Comunista"
De l'austro-marxisme à l'austro-fascisme

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

REGIONALISME

(Suite de la p. 4)

Déterminés à défendre, à l'intérieur du camp républicain, l'unité contre l'"ennemi commun" : le fascisme, les chefs de la CNT et du POUM prirent part à la liquidation des barricades édifiées au début du mai 37, sur le port et dans les faubourgs barcelonais. Oh ! bien sûr, pas en tirant directement sur les insurgés : d'un côté, la "Batalla" appela à abandonner la rue, de l'autre, "Solidaridad" arrangeait une "trêve" avec la Generalitat (cf. RI n° 38).

Avec leurs formules générales de gauche, les dirigeants cénétistes et poumistes ont laissé entrevoir aux ouvriers que pouvait exister un catalanisme à contenu "révolutionnaire" dépassant, il va de soi, celui de l'Esquerra. Ce triste bilan du catalanisme "révolutionnaire" se passe de longs commentaires : une profonde défaite pour le prolétariat et un nouveau sursis pour la domination capitaliste. R.C.

ARMEMENT

(Suite de la p. 3)

la paix n'ont fait cesser la guerre en 14-18 comme en 39-45, les réclamations contre le nucléaire ne pourront empêcher une guerre à venir. Dans le passé l'effolement devant l'existence de gaz asphyxiants n'a pas empêché leur emploi au moment de la guerre ; les déclarations de "bonne volonté" de certaines bourgeoisies nationales n'empêcheront pas plus l'emploi de la bombe à neutrons ou de la bombe atomique.

Seul le prolétariat a les moyens d'empêcher la destruction massive d'une prochaine guerre. Et ce n'est pas en marchandant sur le droit d'utiliser telle ou telle arme : il importe peu aux prolétaires de mourir en masse sous les effets radioactifs d'une bombe atomique, de mourir en petits paquets asphyxiés par une bombe à neutrons ou de périr un par un sous les coups d'une baïonnette. Le prolétariat n'a rien à dire sur les armes choisies par la bourgeoisie, il saisit les armes pour détruire la bourgeoisie avant même qu'elle puisse déclencher la guerre : la lutte de classe pour la destruction du capitalisme est la fin de toutes les guerres.

N. M.

POLEMIQUE PC.PS

(Suite de la p. 2)

rend impossible le combat de tous contre tous pour la simple raison que chaque nation ne peut se battre seule contre toutes les autres.

Défendre son indépendance nationale en se soumettant à la politique de son bloc et aux diktats du pays dominant, nous touchons là une contradiction que chaque capital national vit de façon de plus en plus intense avec l'orientation actuelle de l'économie de guerre, contradiction qui se trouve au coeur de l'actuelle polémique au sein de la gauche sur la défense nationale et l'énergie nucléaire.

Le PS exprimant à juste raison que la défense du capital national ne peut s'effectuer que dans le camp américain, en l'occurrence sous le chapeautage de la politique énergétique et nucléaire des USA, et le PC se récriant avec d'aussi justes raisons que c'est perdre son indépendance nationale que d'accepter les diktats des USA, d'autant plus que ceux-ci mettent l'Europe à genoux. Si l'on écoute M. Marchais et M. Mitterrand, on s'aperçoit qu'au-delà de la querelle, ayant la même préoccupation, la défense du capital national, ils se comprennent quand même.

Marchais mettant plus en avant une politique autarcique tout en reconnaissant, à contre-cœur, la nécessité de l'Alliance Atlantique, Mitterrand mettant en avant une politique d'intégration atlantique tout en reconnaissant, avec amertume, que celle-ci signifie d'une certaine façon la perte de l'indépendance nationale. Mais, écoutons plutôt, d'abord, M. Marchais, défendant une défense nationale "tous azimuts", c'est-à-dire aussi bien dirigée vers les pays de l'alliance atlantique et de façon contradictoire défendant l'intégration dans cette même alliance.

Cela veut dire que l'arme atomique française restera le bien exclusif de la France, ce qui suppose sa mise en oeuvre indépendante, le refus de la réinsertion dans l'OTAN, l'opposition à toute organisation militaire intégrée au niveau européen. J'ajoute que, tout en restant membre de l'alliance atlantique, la France agira d'une manière active pour aller vers la dissolution simultanée de tous les blocs militaires". (L'Humanité du 8 août 77).

Et maintenant, écoutons la réponse de M. Mitterrand : "je ne crois pas à l'idéologie maurrassienne de la "France seule" ! Les socialistes ne veulent pas tromper les français en leur faisant croire que l'arme nucléaire est une arme magique qui assure à elle seule leur protection en dehors de toute alliance. Isolé, notre pays perdrait un jour ou l'autre son indépendance. Inclus dans une alliance où il renoncerait à son autonomie de décision, il la perdrait aussi. Le chemin est étroit. Ayons donc les yeux grands ouverts". (Le Monde, du 9 août).

Voilà un dilemme que la bourgeoisie de gauche aura du mal à résoudre et qui au contraire, n'ira qu'en augmentant.

Prénat.

SACCO.VANZETTI

(Suite de la p. 6)

S'adressant une dernière fois à ses camarades de lutte, Sacco écrivait que "la classe capitaliste ne connaît pas de pitié pour les bons soldats de la révolution". Ont réellement été des soldats de la révolution sociale, ceux dont nous saluons ici la mémoire - bien que nous ne nous réclamions pas de l'idéologie anarchiste-, et non des chantres de la Démocratie. Sacco et Vanzetti ont payé de leur vie la politique contre-révolutionnaire de la social démocratie durant l'assaut révolutionnaire des années 20. De tels souvenirs ne doivent jamais s'effacer du coeur et de l'esprit des prolétaires. Ils doivent leur redonner la soif de combattre par l'affirmation d'une claire perspective de lutte.

C'est le prolétariat mondial qui renversera l'ordre du bourgeois. Cela seul, la révolution prolétarienne, permettra de rendre définitivement impossible les meurtres que le capitalisme perpète de sang froid à l'abri de la loi républicaine ou de la "constitution socialiste". Quand le prolétariat se mettra debout pour reprendre la lutte intransigeante, alors se réalisera ce qui ne pouvait être qu'un vœu de Sacco : "DEMOLIR CETTE HORRIBLE MAISON DE MORT AVEC LES MARTEAUX DU PROGRES !"

R. C.

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20ème.



A PROPOS DES «GROUPES OUVRIERS»

Les deux premières parties de cet article étaient constituées par un texte du "groupe ouvrier autonome de Clermont-Ferrand" intitulé "plateforme minimum pour l'autonomie ouvrière" et d'une critique de ce document. Celle-ci s'appliquait, d'une part, à démontrer que, contrairement aux formulations de ce texte, les syndicats et les partis de la gauche du capital (PC, PS, gauchistes) ne peuvent pas être considérés comme "réformistes", et, d'autre part, à relever un certain nombre de confusions sur la fonction des cercles ouvriers qui peuvent apparaître à l'heure actuelle. En particulier, après avoir rappelé que la classe ouvrière se donne deux types d'organisations : son organisation générale (conseils ouvriers) et son organisation politique (parti, minorités révolutionnaires) et qu'il ne peut, à l'heure actuelle, en exister d'autres, notre article faisait apparaître que le GOAC tendait à se définir, malgré ses propres dénégations, comme un troisième type d'organe ayant des caractéristiques à la fois de l'organisation générale de la classe et de ses organisations politiques. Après avoir défini ce que ne peuvent pas être les cercles ouvriers, nous allons essayer maintenant d'établir ce qu'ils sont effectivement.

signification de l'apparition des cercles ouvriers

• De tous temps, depuis que le prolétariat a, avec le capitalisme, commencé à se développer, il a existé parmi les ouvriers la tendance à constituer des cercles de discussion correspondant au besoin de confronter leurs expériences, à en tirer des leçons, à mieux connaître les moyens et les buts de leurs luttes de classe, d'approfondir leur prise de conscience comme classe historique. Pendant toute une période, les organismes de défense économique que la classe s'était donnée, les syndicats, ont joué ce rôle de lieu de développement de sa conscience révolutionnaire. C'est pour cette raison que Marx considérait que ces organes devaient constituer des écoles de communisme. C'est autour des "bourses du travail", des "maisons du peuple", mais également autour des grands partis ouvriers de masse que se rassemblaient les ouvriers qui tentaient de se dégager de l'emprise idéologique du capitalisme, qui étaient animés d'une préoccupation militante et révolutionnaire.

Mais, avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, le prolétariat a perdu ses anciennes organisations syndicales et politiques qui sont devenues des rouages de l'Etat capitaliste. De plus, la terrible contre-révolution qui s'est abattue sur la classe après la grande vague révolutionnaire du premier après-guerre, a eu raison, d'abord des partis communistes créés pendant cette vague et qui sont devenus de fidèles chiens de garde du capital, ensuite des différents courants et fractions communistes qui s'étaient dégagés de ces partis lors de leur dégénérescence. Certains de ces courants ont finalement rejoint l'ennemi de classe (le trotskysme par exemple), d'autres ont carrément disparu ou ont été réduits à l'état de petites sectes plus ou moins sclérosées. C'est dans une telle situation d'inexistence quasi-totale d'organisations politiques prolétariennes que la classe ouvrière a commencé de rompre, à la fin des années 60, avec le carcan de la con-

caractéristiques et dynamique des cercles ouvriers

Quelles que soient les conditions particulières d'apparition des cercles ouvriers, leur dénomination ou leur degré de clarté, leur raison même d'exister leur confère un certain nombre de caractéristiques générales communes.

En premier lieu, ce type d'organes se distingue des organisations politiques de la classe en ce sens qu'ils ne constituent pas de véritables organisations dotées d'un programme politi-

que et de statuts. Première étape dans un processus de prise de conscience des travailleurs qui s'y rencontrent, ils ne sauraient d'emblée se donner une vision élaborée et cohérente basée sur l'ensemble de l'expérience historique de la classe, qui sont les caractéristiques du programme prolétarien. De ce fait, ces organes ne peuvent établir des règles d'appartenance formelles et ne sauraient exiger une discipline de la part de leurs participants. C'est

tre-révolution. Et c'est le besoin d'une réflexion et d'une prise de conscience suscité par la reprise des luttes qui est à l'origine de l'apparition depuis quelques années et dans beaucoup de pays de toute une série de cercles ouvriers aux dénominations et formes multiples, mais qui, pour tous, expriment plus ou moins confusément l'impossibilité de développer une activité et une pensée de classe au sein des organes capitalistes que sont les "organisations ouvrières" officielles (PS, PC, gauchistes, syndicats).

Si l'apparition actuelle de cercles ouvriers exprime la vitalité du mouvement dans lequel s'est engagée de nouveau la classe, elle en manifeste également les limites. En effet, une des raisons pour lesquelles les travailleurs à la recherche d'une clarification politique sont amenés à se retrouver ensemble, indépendamment de tout parti, est l'absence d'une véritable organisation politique de la classe, reconnue comme telle dans de larges franges du prolétariat ou au moins parmi celles qui sont animées par une telle volonté de recherche, et qui puisse constituer une sorte de point de ralliement et d'animation des discussions et de l'effort de clarification. Au fur et à mesure qu'avec l'extension de la lutte se développera la puissance et l'impact d'une telle organisation, c'est de plus en plus autour d'elle que se retrouveront les travailleurs en rupture avec l'idéologie et les organisations bourgeoises, ce qui réduira d'autant l'influence de tels "cercles autonomes". En fin de compte, lors de la période révolutionnaire, quand c'est l'ensemble de la classe qui sera plongé dans une discussion permanente au sein des assemblées générales et des conseils et qui sera influencée de façon directe par les analyses et prises de position du ou des partis prolétariens, de tels cercles n'auront plus aucune raison d'existence.

que et de statuts. Première étape dans un processus de prise de conscience des travailleurs qui s'y rencontrent, ils ne sauraient d'emblée se donner une vision élaborée et cohérente basée sur l'ensemble de l'expérience historique de la classe, qui sont les caractéristiques du programme prolétarien. De ce fait, ces organes ne peuvent établir des règles d'appartenance formelles et ne sauraient exiger une discipline de la part de leurs participants. C'est

pour ces mêmes raisons que nous préférons les appeler "cercles" au lieu de "groupes" : plutôt que des organisations, ce sont fondamentalement des "lieux" de rencontre et de discussion pour les éléments de la classe en recherche d'une clarification.

Une deuxième caractéristique de ces cercles tient dans leur nature temporaire et éphémère. Etape dans un processus de prise de conscience, manifestation du caractère encore embryonnaire de celui-ci, le mode d'existence de ces cercles est fondamentalement l'évolution et le dépassement de leurs conditions d'apparition. L'aboutissement logique du processus de prise de conscience dans lequel sont engagés leurs participants est l'adhésion aux positions communistes et donc l'intégration dans une organisation politique. En effet, ceux-ci ne sauraient se maintenir de façon permanente sur des positions minimales telles que, par exemple, "l'anti-syndicalisme et la dénonciation de la "démocratie" politique ou syndicale ; le refus de l'isolement sectoriel ; la recherche de la solidarité avec d'autres secteurs sur ces bases" comme le voudrait le PIC (Jeune Taupe, n°12). Le fait pour des travailleurs d'en rester à des positions élémentaires signifierait que leur prise de conscience s'est arrêtée avant d'atteindre une vision réellement communiste. Et la constitution d'une organisation sur une telle base programmatique aurait plus un effet de blocage que d'activation de la réflexion et de l'approfondissement politique de leurs membres. D'une façon générale, l'adoption par un cercle ouvrier d'une "plateforme", c'est à dire d'une base d'adhésion et par suite de règles organisationnelles, ne constitue pas une étape positive de son développement, mais le conduit à se transformer en secte ou en point de fixation de la confusion (1). C'est en ce sens que nous critiquons le terme de "platefor-

l'attitude des révolutionnaires à l'égard des cercles ouvriers

Entravés par ces faiblesses constitutives, il est fréquent que les cercles échouent dans leur fonction. La plupart du temps, ils disparaissent comme tels pour devenir la simple "courroie de transmission" de groupes gauchistes ou bien leurs participants se dispersent purement et simplement dans la lassitude et la démoralisation. C'est pour cela qu'il revient aux révolutionnaires une tâche importante à leur égard : celle de les aider à comprendre ce qu'ils sont réellement, le caractère positif de leur existence comme "lieu" de clarification politique mais aussi leurs limites. Contrairement à la vision de "Battaglia comunista", qui veut constituer des "groupes communistes internationalistes d'usine" comme "courroie de transmission", "tête de pont du parti dans l'histoire", ou celle du PIC qui, tout en rejetant une telle vision, préconise, dans sa "stratégie d'intervention" (sic) de "contribuer à la formation de noyaux ouvriers révolutionnaires... germes de constitution de l'organisation autonome de la classe" (Plateforme du PIC), le rôle des révolutionnaires est d'insister sur le caractère embryonnaire et temporairement limité de tels organes ; de combattre en leur sein toute tendance à un repliement ouvrieriste et

me" par lequel le GOAC a intitulé son texte.

L'adoption par un cercle ouvrier d'une "plateforme" est d'autant moins souhaitable qu'un tel document serait non seulement nécessairement incomplet et insuffisant pour permettre une réelle activité communiste mais risquerait de plus d'institutionnaliser certaines des faiblesses et des confusions politiques qui pèsent en général sur les cercles ouvriers de par leurs origines mêmes. En effet, dans la mesure où les cercles apparaissent en rupture avec les syndicats et les partis de gauche du capital, ils sont une tendance marquée à rejeter tout ce qui, à leurs yeux, s'apparente de près ou de loin à la "bureaucratie" et à la "manipulation". Aussi, ils sont conduits bien souvent à rejeter tout ce qui est "extérieur" à leur petit cercle et qui risquerait de venir menacer leur "pureté". L'"autonomie" dont ils se réclament, si elle signifie indépendance à l'égard de toute main-mise du capital, acquiert en général un sens localiste (pas de "centralisme", centralisme égalant léninisme) et ouvrieriste (pas d'"intellectuels" parmi nous). Traumatisés par la politique des partis bourgeois, les cercles ont souvent tendance à rejeter tout ce qui est "politique". Ils portent ainsi une forte attention à tout ce qui concerne la forme de la lutte (assemblées générales, révocabilité, etc.) au détriment de ce qui concerne leur contenu (2), manifestant de ce fait une forte attirance vers les erreurs conseillistes.

Ainsi, malgré son caractère de grande élaboration, le texte du GOAC constitue une illustration de ce genre d'erreurs : "il est fondamental que le groupe autonome ouvrier répande l'idée de ces formes nouvelles de lutte..."; "nous regroupons des ouvriers de différentes tendances politiques ou d'aucune tendance... pourvu qu'ils soient d'accord sur la nécessité de développer les formes d'organisation et de lutte autonome des ouvriers".

localiste ; de les pousser à s'ouvrir à des participants appartenant à des organisations politiques et éventuellement autres que strictement "ouvriers" de pousser la discussion et la clarification au maximum ; de combattre toute tendance à une fixation organisationnelle (plateforme, statuts), ce qui ne veut pas dire que l'élaboration et la diffusion de textes de discussion soit à repousser, au contraire. Une des tâches les plus importantes et certainement les plus difficiles des révolutionnaires sera de combattre -et non de flatter- les préventions contre toute organisation politique (qui peuvent être en contradiction avec la propre évolution organisationnelle du cercle) qui souvent constituent le ciment de tels cercles.

Alors seulement, l'intervention des révolutionnaires à leur égard sera positive et permettra que l'effort de prise de conscience qui avait présidé à leur naissance ne soit pas stérile et aboutisse réellement à un renforcement de la classe ouvrière dans son ensemble, en vue des luttes de demain.

C.G.

(1) cf. l'article dans la Revue Internationale n°7 sur la "Frazione Comunista", (2) cf. l'article dans RI n°21 : "A propos des groupes autonomes".

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.